



Rapport annuel 2010 du Groupe de travail sur le Partenariat mondial (GTPM)

Données du rapport consolidé

ANNEXE A*

* Les renseignements sont fournis sur une base nationale, dans un format adapté à chaque pays.

Australie¹

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (de juillet 2002 à juin 2007)</i>	<i>Fonds versés (de juillet 2002 à juin 2007)</i>
Russie	Programme de démantèlement des sous-marins nucléaires entre le Japon et la Russie	Le démantèlement est terminé.	(10 millions \$AUS)	Les fonds ont été versés en entier.

¹ Mis à jour en avril 2010

Canada

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (de juin 2002 à mai 2010) x 1 000 \$</i>	<i>Fonds versés (de juin 2002 au 31 mai 2010) x 1 000 \$</i>
Engagement total de dix ans à l'égard du PM et dépenses approximatives totales (provenant des 1 000 000 000 \$CAN)			623 228,1 \$CAN	650 916,7 \$CAN
Destruction des armes chimiques				
Russie	Destruction des armes chimiques : Construction d'une voie ferrée à l'installation de destruction d'armes chimiques (IDAC) de Shchuch'ye.	Le Canada a versé 33 millions \$CAN pour la construction d'une voie ferrée de 18 km à l'IDAC de Shchuch'ye, dans le cadre de l'accord bilatéral conclu entre le Royaume-Uni et la Russie. La construction d'un pont qui enjambe la rivière Miass, financée par la contribution de 1 million \$US provenant de l'Initiative contre la menace nucléaire, a été achevée en août 2007. La construction de la voie ferrée a été achevée en novembre 2008.	33 000,0 \$CAN	33 000,0 \$CAN
Russie	Destruction des armes chimiques : appui aux projets clés d'infrastructure industrielle à l'installation de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye.	Le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 10 millions \$CAN pour des projets clés d'infrastructure industrielle à l'IDAC de Shchuch'ye, notamment la mise en place d'un système de communication intersites, qui a été terminé en octobre 2007, et d'un système d'avertissement local, qui a été achevé en septembre 2008.	10 000,0 \$CAN	9 250,0 \$CAN
Russie	Destruction des armes chimiques : fourniture de matériel pour le deuxième grand édifice de destruction à l'installation de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye.	Une somme de 55 millions \$CAN a été versée pour l'acquisition de matériel de fabrication russe nécessaire à la destruction des munitions d'agents neurotoxiques dans le deuxième grand édifice de destruction (GÉD 2) à l'IDAC de Shchuch'ye. La majorité du matériel a été livré en 2007 et en 2008, puis deux articles l'ont été en 2009. En date de décembre 2009, tous les projets à Shchuch'ye sont terminés.	55 000,0 \$CAN	54 608,3 \$CAN
Russie	Destruction des armes chimiques : fourniture de matériel pour les deux grands édifices de destruction à l'installation de destruction d'armes chimiques de Kizner.	Des travaux sont en cours pour apporter du soutien à l'IDAC de Kizner, conformément à l'engagement de 100 millions \$CAN pris par le Premier ministre du Canada au Sommet du G8 de Saint-Petersbourg en 2006. Étant donné que les deux millions de munitions stockées à Kizner sont semblables à celles entreposées à Shchuch'ye, le Canada fournit du matériel de destruction similaire aux deux principaux édifices de	100 000,0 \$CAN	65 678,7 \$CAN

		destruction. En décembre 2008, un contrat a été signé pour la livraison de réacteurs catalytiques. Il a été suivi d'un deuxième contrat pour la livraison de deux fournaies pour pièces de métal et d'équipement auxiliaire, en février 2009, et d'un troisième contrat important pour la fourniture de chaînes de destruction, en août 2009. Le projet des réacteurs catalytiques a été mené à terme en mars 2010.		
Russie	Destruction des armes chimiques : aide à Green Cross International pour établir et faire fonctionner le Bureau d'information de Ijevsk.	Le Bureau d'information de Green Cross a été établi à Ijevsk afin de mieux faire connaître les plans et les programmes russes de destruction des agents neurotoxiques conservés à l'installation d'entreposage d'armes chimiques de Kizner. Le bureau a ouvert ses portes en juin 2005 et, en 2010, le Canada lui a versé sa sixième contribution annuelle.	868,3 \$CAN	849,0 \$CAN
	Destruction des armes chimiques : autres dépenses de projets			2 224,1 \$CAN

	Démantèlement des sous-marins nucléaires et gestion du combustible nucléaire irradié			
Russie	Le démantèlement exhaustif des sous-marins nucléaires (SMN) et la vidange des sous-marins lance-missiles balistiques (SSBN) stratégiques.	Treize sous-marins nucléaires ont été entièrement démantelés (11 SMN de classe Victor et deux de classe Yankee) et deux sous-marins lance-missiles balistiques ont été vidangés (un SSBN de classe Typhoon et un autre de classe Delta III). Au total, 34 réacteurs ont été vidangés et le combustible nucléaire irradié (CNI) a été mis en lieu sûr. Une voie ferrée a été construite en Extrême-Orient afin de permettre le retrait de tout le CNI de la région.	158 283 \$CAN	159 056,2 \$CAN
Russie	Démantèlement des sous-marins nucléaires : soutien apporté au Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS) géré par la BERD.	Le Canada a versé 32 millions \$CAN au PEDS-BERD au cours de l'exercice 2003-2004 pour remédier au passé nucléaire dans le Nord-Ouest de la Russie.	32 000,0 \$CAN	32 000,0 \$CAN
	Démantèlement des sous-marins nucléaires : autres dépenses de projets			9 965,7 \$CAN
	Sécurité nucléaire et radiologique			
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique : projets visant à renforcer la protection	Le Canada participe à l'amélioration matérielle de six installations nucléaires russes. Dix projets de sécurité matérielle ont été menés à bien.	56 082,5 \$CAN	43 659,2 \$CAN

Deleted: Russie

... [1]

	physique des installations qui abritent des matières nucléaires, y compris les matières destinées à une destruction ultérieure.	De plus, six projets en sont à différentes étapes de leur mise en oeuvre, tandis que deux autres projets ont été conçus et attendent d'être réalisés.		
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique : projets visant à renforcer la sécurité physique du matériel nucléaire lors du transport.	Le Canada participe à deux projets d'amélioration de la sécurité physique lors du transport. Ceux-ci comprennent la fourniture de camions spéciaux de cargaison et de wagons porte-rails afin d'assurer le transport sûr et protégé des matières nucléaires entre les installations nucléaires russes.	11 171,2 \$CAN	11 138,8 \$CAN
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique : appui du programme d'élimination de la production de plutonium de qualité militaire mené par le département de l'Énergie des États-Unis.	La contribution du Canada au projet piloté par les États-Unis pour la fermeture du dernier réacteur nucléaire produisant du plutonium de qualité militaire en Russie est venue à échéance en juin 2005.	9 000,0 \$CAN	9 000,0 \$CAN
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique : projets visant à réduire la quantité globale de matières nucléaires existantes propices à la prolifération.	Le Canada a financé quatorze projets dans quatre sites en Russie afin d'aider le ministère russe de la Défense à compléter le travail préparatoire visant à détruire 34 tonnes de plutonium de qualité militaire. En outre, le financement a servi à la conception, à la construction ou à la modification des installations dans lesquelles sont entreposées des matières nucléaires en attente du processus d'élimination définitive. Certains projets comprennent également un élément de sécurité du transport.	78 893,6 \$CAN	30 921,7 \$CAN
CEI	Sécurité nucléaire et radiologique : projets de l'AIEA visant à renforcer la sécurité nucléaire et radiologique.	Le financement canadien a servi à appuyer d'importantes améliorations de la protection physique et des projets de formation, ainsi que des projets visant à renforcer la capacité d'empêcher le trafic illicite des matières nucléaires et d'autres matières radioactives. Cela a été accompli au moyen du Fonds de sécurité nucléaire (FSN) de l'AIEA.	12 354,6 \$CAN	11 299,6 \$CAN
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique : projets visant à mettre en lieu sûr des sources fortement radioactives (générateurs thermoélectriques radio-isotopiques), et appui aux infrastructures pour le retrait et la protection des générateurs	Le Canada a financé la fabrication de conteneurs isolés pour le transport sûr et sécuritaire de générateurs thermoélectriques radio-isotopiques. Le projet a été mené à terme en août 2007.	1 251,9 \$CAN	1 259,9 \$CAN

	thermoélectriques radio-isotopiques.			
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique : retirer, protéger et remplacer des générateurs thermoélectriques radio-isotopiques.	Dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace lancée par le département de l'Énergie des États-Unis, le Canada finance l'extraction de 59 générateurs thermoélectriques radio-isotopiques sur la route maritime du Nord dans l'Arctique et l'Extrême-Orient russes, y compris le démontage et le remplacement par de panneaux solaires.	9 000,0 \$CAN	9 000,0 \$CAN
Ukraine	Sécurité nucléaire et radiologique : prévention du trafic illicite.	En collaboration avec le programme de la Deuxième ligne de Défense du département de l'Énergie des États-Unis, le Canada a financé la modernisation des postes frontaliers clés afin de prévenir le trafic illicite de matières nucléaires.	9 825,0 \$CAN	9 825,0 \$CAN
Ukraine	Sécurité nucléaire et radiologique : projets de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à Tchernobyl	La responsabilité des projets de la BERD à Tchernobyl a été transférée au Programme de partenariat mondial en 2004. En avril 2006, le Canada a annoncé une contribution supplémentaire de 8 millions \$CAN. À l'exercice 2008-2009, un montant de 5 M\$CAN a été versé au Fonds de sécurité nucléaire de la BERD, conformément à la contribution traditionnelle canadienne de 5 p. 100 au titre de la participation aux coûts.	13 000,0 \$CAN	13 000,0 \$CAN
	Sécurité nucléaire et radiologique : sécurisation des matières radiologiques	SRN a accueilli le séminaire de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT) sur la protection des sources radiologiques (Ottawa, juin 2008).	16,8 \$CAN	16,8 \$CAN
	Sécurité nucléaire et radiologique : frais de démarrage du World Institute for Nuclear Security (WINS)	La contribution du Canada, soit 500 000 \$, appuie le WINS par le financement d'un soutien au personnel et du développement d'une infrastructure des TI.	500,0 \$CAN	317,5 \$CAN
	Sécurité nucléaire et radiologique : autres dépenses de projets			9 687,1 \$CAN
Réorientation des anciens scientifiques de l'armement				
Russie et ex-URSS	Réorientation des anciens scientifiques de l'armement : Centre international des sciences et de la technologie (CIST)	Le Canada a adhéré au CIST en mars 2004 et a versé 64 678 200 \$CAN aux efforts visant à réorienter les anciens scientifiques de l'armement, y compris le financement de 138 projets impliquant la réorientation de plus de 2 843 anciens scientifiques de l'armement et plusieurs autres programmes axés sur la durabilité. Des efforts intensifs sont encore déployés pour trouver d'autres collaborateurs et partenaires canadiens disposés à réaliser des projets avec d'anciens scientifiques de l'armement.	70 476,6 \$CAN	64 528,4 \$CAN

Ex-URSS, Ukraine	Réorientation des anciens scientifiques de l'armement : Centre des sciences et de la technologie en Ukraine (CSTU)	Le Canada a adhéré au CSTU en avril 2006 et a contribué aux efforts visant à réorienter les anciens scientifiques de l'armement à hauteur de 10 174 500 \$CAN, y compris le financement de 72 projets impliquant la réorientation de plus de 627 anciens scientifiques de l'armement et plusieurs autres programmes axés sur la durabilité. Des efforts intensifs sont encore déployés pour trouver d'autres collaborateurs et partenaires canadiens disposés à réaliser des projets avec d'anciens scientifiques de l'armement.	10 394,5 \$CAN	10 174,5 \$CAN
	Réorientation des anciens scientifiques de l'armement : autres dépenses de projets			2 446,1 \$CAN
Non-prolifération biologique				
Russie et ex-URSS	Biosécurité, biosûreté et non-prolifération biologique	<p>La stratégie canadienne concernant la non-prolifération biologique met l'accent sur les disciplines de la biosûreté, de la biosécurité et de la gestion du biorisque qui se renforcent mutuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lignes directrices concernant l'élaboration et la mise en œuvre de normes, lignes directrices et règlements nationaux sur la biosûreté et la biosécurité, ainsi que l'appui aux initiatives élargies de gestion du biorisque, comme le CWA 15793; • formation en matière de biosûreté et de biosécurité comportant des ateliers, l'élaboration de documents et outils de référence ainsi que l'établissement de centres de formation régionaux (p. ex. en Russie, en Ukraine et au Kazakhstan). • Associations : prestation d'une aide pour l'établissement d'un dialogue avec la communauté internationale de biosûreté/biosécurité ainsi que la création d'associations nationales ou régionales de biosûreté, notamment l'Association de biosécurité pour l'Asie centrale et le Caucase (ABACC). 	3 835,5 \$CAN	3 658,5 \$CAN

		<p>Le Canada participe également à un programme multidimensionnel visant le renforcement des régimes existants de non-prolifération biologique, comme la Convention sur les armes biologiques ou à toxines (CABT) et la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cela comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le financement de la participation des États parties de l'ex-URSS qui ne seraient pas en mesure d'y assister autrement; • le financement d'activités de sensibilisation de l'Unité d'appui à l'application de la CABT; • l'appui à la rédaction de lois nationales habilitantes requises en vertu de l'article IV de la CABT. 		
République kirghize	Amélioration des infrastructures	<p>Le Canada aide le gouvernement de la République kirghize à améliorer ses capacités en matière de biosécurité, de biosûreté et de bioconfinement, notamment en ce qui concerne la conception, la construction et la mise en service d'une nouvelle installation de santé humaine et animale à Bichkek. Le nouveau laboratoire servira de dépôt central pour le regroupement des pathogènes dangereux provenant de plusieurs installations vulnérables de la République. Puisque la conception et la construction du nouveau laboratoire prendront plusieurs années, le Canada a également apporté des améliorations intérimaires à trois laboratoires de biologie existants en 2009.</p>	45 421,8 \$CAN	6 733,0 \$CAN
	Non-prolifération biologique : autres dépenses de projets			3 332,1 \$CAN
Projets généraux du PM				
	Autres coûts opérationnels			44 111,7 \$CAN
	Sensibilisation et soutien			174,6 \$CAN

République tchèque

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Initiatives multilatérales</i>		<i>Fonds engagés</i>	<i>Fonds versés</i>
Russie 2007	Destruction des armes chimiques	Site de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye (projet du Royaume-Uni); le même montant d'argent est renouvelé chaque année depuis 2003	2 000 000 CZK	2 000 000 CZK
Ukraine 2004	Sécurité nucléaire	Fonds pour la sécurité nucléaire (FSN) de l'AIEA : « Renforcer la sécurité des matières nucléaires » (projet UKR/0/008 de l'AIEA)	1 000 000 CZK	1 000 000 CZK
Ukraine	Sécurité nucléaire	Programme de coopération technique de l'AIEA : « Plans d'action pour la gestion de la durée de vie des centrales nucléaires » (Projet UKR/4/013 de l'AIEA)	10 685 000- CZK (2004-2008)	10 685 000- CZK (2004-2008)
Arménie	Protection physique	Fonds pour la sécurité nucléaire : « Amélioration du système de sécurité matérielle à la centrale nucléaire arménienne » (Projet ARM/9/017 de l'AIEA)	1 500 000 CZK (2006)	1 500 000 CZK (2006)
Arménie	Sécurité nucléaire	Programme de coopération technique de l'AIEA : « Améliorer la sécurité des installations de la centrale nucléaire arménienne » (Projet ARM/9/016)	8 400 000- CZK (2005-2008)	8 400 000- CZK (2005-2008)
Arménie	Sécurité nucléaire	« Renforcement des inspections internes au moyen de méthodes d'essais non destructifs » (Projet ARM/4/004 de l'AIEA)	1 450 000- CZK (2004)	1 450 000- CZK (2004)
Moldavie	Sécurité nucléaire	Fonds pour la sécurité nucléaire (FSN) de l'AIEA : Renforcer la sécurité des sources de rayonnement et des installations nucléaires en Moldavie	1 000 000- CZK	1 000 000- CZK
Serbie	Rapatriement du combustible irradié	Rapatriement du combustible irradié du réacteur RA à Vinca (Projet de CT RER/4/028 de l'AIEA)	18 000 000- CZK (2008-2010)	6 000 000- CZK (2008)
Kirghizistan	Surveillance	Mise sur pied d'un réseau de suivi et d'évaluation radioécologique (Projet de CT KIG/9/003 de l'AIEA)	1 400 000- CZK (2008)	1 400 000- CZK (2008)
Tadjikistan, Kirghizistan	Radioprotection	Mettre à niveau l'infrastructure de radioprotection en Europe de l'Est et en Asie centrale (Projet de CT RER/9/079 de l'AIEA)	1 220 000- CZK (2005-2006)	1 220 000- CZK (2005-2006)
Mexique	Gestion des incidents	Perfectionnement des ressources humaines et soutien en technologie nucléaire (Projet de CT MEX/0/014 de l'AIEA)	350 000- CZK (2005)	350 000- CZK (2005)
Bosnie-Herzégovine	Gestion des sources	« Renforcer les capacités nationales en matière de sécurité de la radiation, des déchets et du transport dans la région méditerranéenne » (Projet RER/9/080 de l'AIEA)	500 000- CZK (2005)	500 000- CZK (2005)

Union européenne

Survol des actions communes et des décisions du Conseil de l'Union européenne relativement à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive²		
<i>Titre</i>	<i>Objectif et entité de mise en oeuvre</i>	<i>Budget et durée</i>
Décision 2009/42/PESC du Conseil en faveur du traité sur le commerce des armes	<p>L'objectif général vise à promouvoir la participation de toutes les parties intéressées aux discussions concernant le traité sur le commerce des armes (TCA), à intégrer les contributions nationales et régionales au processus international en cours et à déterminer la portée et les répercussions d'un traité éventuel sur le commerce des armes.</p> <p>Le projet prévoit l'organisation d'une activité de lancement, six séminaires régionaux, un séminaire final dans le cadre duquel seront présentés les résultats et une activité en marge du 1^{er} Comité (64^e session de l'AGNU).</p> <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)</p>	<p>Budget : 836 260 € Adoptée : 19-01-2009 Journal officiel : L 17 - 22.01.2009 Durée : 15 mois – fin : avril 2010</p>
Décision 2008/974/PESC du Conseil visant à soutenir le Code de conduite de La Haye	<p>L'UE appuie les trois aspects suivants du Code :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Universalité du Code; — Mise en œuvre du Code; — Enrichissement et amélioration du fonctionnement du Code. <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Fondation pour la Recherche stratégique</p>	<p>Budget : 1 015 000 € Adoptée : 18-12-2008 Journal officiel : L 345 - 23.12.2008 Durée : 24 mois – fin : décembre 2010</p>
Action commune 2008/588/PESC du Conseil en faveur de	<p>L'objectif général est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutenir l'universalisation de la CABT; - faciliter la mise en œuvre de la CABT, y compris la 	<p>Budget : 1 400 000 € Adoptée : 10-11-2008 Journal officiel : L 302 - 13.11.2008</p>

² Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements dans le dernier Rapport semestriel sur l'état d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive, adopté les 25-26 juin 2009, en consultant le site : <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/09/st11/st11490.fr09.pdf>

la CABT	présentation de déclarations sur les mesures de confiance; - favoriser la meilleure utilisation possible du processus intersessions 2007-2010 pour la préparation de la prochaine Conférence d'examen. <u>Entité de mise en œuvre</u> : Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA) - Genève	Durée : 24 mois – fin : novembre 2010
Action commune 2008/588/PESC du Conseil en faveur de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	L'UE appuie le renforcement des capacités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans le domaine de la vérification par : - la surveillance des gaz nobles : mesure et analyse des données des radio-isotopes de xénon; - l'intégration des États signataires africains afin qu'ils participent pleinement et qu'ils contribuent à la mise en œuvre du système de suivi et de vérification de l'OTICEN. <u>Entité de mise en œuvre</u> : Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	Budget : 2 316 000 € Adoptée : 15-07-2008 Journal officiel : L189 - 17.07.2008 Durée : 18 mois – fin : janvier 2010
Action commune 2008/487/PESC du Conseil en faveur de la Convention d'Ottawa	Les objectifs généraux visent à promouvoir l'universalisation de la Convention, favoriser la mise en œuvre complète de la Convention par les États parties et appuyer les préparations en vue de la deuxième Conférence d'examen qui aura lieu en 2009. Une synergie optimale sera assurée avec les autres instruments financiers de l'UE. <u>Entité de mise en œuvre</u> : Centre International de Déminage Humanitaire – Genève (GICHD)	Budget : 1 070 000 € Adoptée : 23.06.2008 Journal officiel : L165 - 26.06.2008 Durée : 21 mois – fin : mars 2010
Action commune 2008/368/PESC du Conseil en faveur de la mise en œuvre de la Résolution 1540	Les projets à l'appui de la mise en œuvre de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU prendront la forme de six ateliers visant à renforcer la capacité des officiels responsables à gérer le processus de contrôle des exportations dans six sous-régions (Afrique, Amérique	Budget : 475 000 € Adoptée : 14-05-2008 Journal officiel : L127 - 15.05.2008 Durée : 24 mois – fin : mai 2010

<p>du Conseil de sécurité de l'ONU</p>	<p>centrale, Mercosur, régions du Moyen-Orient et du Golfe, îles du Pacifique et Asie du Sud-Est), afin que ceux-ci puissent déployer des efforts concrets en vue de la mise en œuvre de la RCSNU 1540. Les ateliers proposés viseront précisément les agents frontaliers, douaniers et des services de réglementation et présenteront les principaux éléments du processus de contrôle des exportations, notamment les lois applicables (y compris les aspects juridiques nationaux et internationaux), les contrôles réglementaires (y compris les dispositions de délivrance de permis, la vérification des utilisateurs finaux et les programmes de sensibilisation) et l'exécution (y compris l'identification des marchandises, l'évaluation des risques et les méthodes de détection).</p> <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA)</p>	
<p>Action commune 2008/314/PESC du Conseil du 14 avril 2008 concernant le soutien des activités de l'AIEA dans les domaines de la sécurité nucléaire et la vérification - AIEA V</p>	<p>Les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer les infrastructures législatives et réglementaires nationales de mise en œuvre des instruments internationaux pertinents dans les domaines de la sécurité nucléaire et la vérification, y compris les accords de garanties généralisées et les protocoles additionnels; - aider les États à renforcer la sécurité et le contrôle des matières nucléaires et radioactives; - renforcer la capacité des États à détecter les cas de trafic illicite de matières nucléaires et radioactives, et à intervenir. <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA)</p>	<p>Budget : 7 703 000 € Adoptée : 14-04-2008 Journal officiel : L107 - 17.04.2008 Durée : 24 mois – fin : avril 2010</p>
<p>Action commune 2008/307/PESC du Conseil du 14 avril</p>	<p>L'objectif général vise à appuyer la mise en œuvre de la CABT, particulièrement en ce qui a trait à la sûreté et à la sécurité des agents bactériologiques et biologiques et des</p>	<p>Budget : 2 105 000 € Adoptée : 14-04-2008 Journal officiel : L106 - 16.04.2008</p>

<p>2008 à l'appui des activités de l'Organisation mondiale de la Santé dans les domaines de la biosûreté et de la biosécurité</p>	<p>toxines dans les laboratoires et autres installations, y compris durant leur transport s'il y a lieu, afin de prévenir l'accès non autorisé à de tels agents et toxines ainsi que leur enlèvement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir la gestion de la réduction du biorisque grâce à la sensibilisation régionale et nationale; - renforcer les pratiques en matière de sécurité et de gestion de laboratoire visant à atténuer les risques biologiques. <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Organisation mondiale de la Santé</p>	<p>Durée : 24 mois - fin : avril 2010</p>
<p>Action commune 2008/230/PESC du Conseil du 17 mars 2008 en vue de promouvoir le Code de conduite de l'UE sur l'exportation d'armes</p>	<p>Les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) promouvoir les critères et les principes du Code de conduite sur les exportations d'armes de l'UE au sein de pays tiers; b) aider les pays tiers à rédiger et à mettre en œuvre des lois visant à assurer le contrôle efficace de l'exportation des armes; c) aider les pays à former des agents au traitement de permis afin de veiller à la mise en oeuvre et à l'application efficaces des contrôles des exportations d'armes; d) aider les pays à préparer des rapports nationaux sur les exportations d'armes et la promotion d'autres formes d'examen, afin de favoriser la transparence et la responsabilisation dans le secteur des exportations d'armes; e) encourager les pays tiers à appuyer le processus des Nations Unies visant l'adoption d'un traité international juridiquement contraignant qui établit des normes communes pour le commerce mondial d'armes classiques, et à veiller à ce qu'ils soient en mesure de se conformer à de telles normes communes. <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Présidences de l'UE</p>	<p>Budget : 500 500 € Adoptée : 17-03-2008 Journal officiel : L75 - 18.03.2008 Durée : expire le 17-03-2010</p>
<p>Action commune 2008/113/PESC du</p>	<p>En 2008, le Secrétariat des Nations Unies (Bureau des affaires de désarmement) a organisé une série d'ateliers</p>	<p>Budget : 299 825 € Adoptée : 12-02-2008</p>

<p>Conseil du 12 février 2008 à l'appui du marquage et du traçage des armes légères et de petit calibre (ALPC)</p>	<p>régionaux et infrarégionaux afin de permettre aux représentants gouvernementaux et autres participants pertinents (dont les personnes-ressources en matière d'armes légères, les agents responsables de l'application de la loi, les membres d'organes nationaux de coordination et les parlementaires) de se familiariser avec les dispositions de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites (ALPC).</p> <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies</p>	<p>Journal officiel : L 40 - 14.02.2008 Durée : 12 mois - fin : février 2009</p>
<p>Action commune 2007/753/PESC du Conseil du 19 novembre 2007 à l'appui des activités de surveillance et de vérification de l'AIEA en République populaire démocratique de Corée</p>	<p>Objectif - participer à la réalisation des activités de surveillance et de vérification en République populaire démocratique de Corée, conformément aux mesures initiales convenues le 13 février 2007 dans le cadre des pourparlers à six.</p> <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Agence internationale de l'énergie atomique (Département des garanties de l'AIEA)</p>	<p>Budget : 1 780 000 € Adoptée : 19-11-2007 Journal officiel : L304 - 22.11.2007 Durée : 18 mois - fin : mai 2009</p>
<p>Action commune 2007/185/PESC du Conseil du 19 mars 2007 - Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)</p>	<p>L'objectif consiste à favoriser l'universalisation de la Convention d'interdiction des armes chimiques (CIAC), en particulier à promouvoir l'adhésion à la CIAC ou sa ratification par les États non parties (États signataires et non signataires), et à appuyer la mise en œuvre complète de la CIAC par les États parties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir l'universalisation de la CIAC; - appuyer la mise en œuvre intégrale de la CIAC par les parties; - instaurer une coopération internationale, dans le cadre 	<p>Budget : 1 700 000 € Adoptée : 19-03-2007 Journal officiel : L85 - 27.03.2007 Durée : 18 mois - fin : 31.07.2009</p>

	<p>d'activités dans le domaine de la chimie, à titre de mesure à l'appui de la mise en oeuvre de la CIAC;</p> <ul style="list-style-type: none"> - appuyer la création d'un cadre de collaboration entre l'industrie des produits chimiques, l'OIAC et les autorités nationales, dans le cadre du 10^e anniversaire de l'OIAC. <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.</p>	
<p>Action commune 2006/184/PESC du Conseil du 27 février 2006 - CABT</p>	<p>L'objectif général consiste à favoriser l'universalisation de la CABT, en particulier à promouvoir l'adhésion à la CABT des États non parties (États signataires et non signataires), et à appuyer la mise en oeuvre intégrale de la CABT par les États parties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir l'universalisation de la CABT; - appuyer la mise en oeuvre intégrale de la CABT par les États parties. <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Institut de hautes études internationales, Genève</p>	<p>Budget : 867 000 € Adoptée : 27-02-2006 Journal officiel : L65 - 07.03.2006 Durée : 18 mois</p>
<p>Action commune 2007/528/PESC du Conseil du 23 juillet 2007 - CIAC</p>	<p>L'objectif général consiste à favoriser l'universalisation de la CIAC par la promotion de l'adhésion des États non parties, et à appuyer la mise en oeuvre de la CIAC.</p> <p>Les activités comprendront des ateliers, des séminaires régionaux et des publications.</p> <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, et Centre international de déminage humanitaire de Genève</p>	<p>Budget : 828 000 € Adoptée : 23-07-2007 Journal officiel : L194 - 26.07.2007 Durée : 18 mois</p>
<p>Action commune</p>	<p>L'objectif consiste à appuyer l'entrée en vigueur rapide du</p>	<p>Budget : 1 670 000 €</p>

<p>2007/468/PESC du Conseil du 28 juin 2007 - OTICEN II</p>	<p>Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le besoin de mettre sur pied un régime de vérification du Traité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - améliorer la connaissance des relevés de gaz nobles du Secrétariat technique provisoire; - soutenir les inspections effectuées sur le terrain au moyen d'un appui aux préparatifs en vue de l'exercice intégré sur le terrain de 2008. <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires</p>	<p>Adoptée : 28-06-2007 Journal officiel : L176 - 06.07.2007 Durée : 15 mois</p>
<p>Action commune 2006/243/PESC du Conseil du 20 mars 2006 - OTICEN I</p>	<p>L'objectif consiste à renforcer la capacité des États signataires du TICEN à s'acquitter de leurs responsabilités de vérification aux termes du TICEN et à leur permettre de profiter pleinement de leur participation au régime du Traité grâce à une formation/auto-analyse informatisée.</p> <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires</p>	<p>Budget : 1 133 000 € Adoptée : 20-03-2006 Journal officiel : L88 - 25.03.2006 Durée : 15 mois</p>
<p>Action commune 2006/418/PESC du Conseil du 12 juin 2006 - AIEA III</p>	<p>L'objectif consiste à renforcer la sécurité nucléaire dans certains pays ayant reçu une assistance de la part de l'Union européenne, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assistance législative et réglementaire; - renforcer la sécurité et les contrôles des matières nucléaires et radioactives; - renforcement des capacités des États à détecter et à intervenir en cas de trafic illicite. <p><u>Entité de mise en oeuvre</u> : Agence internationale de l'énergie atomique</p>	<p>Budget : 6 995 000 € Adoptée : 12-06-2006 Journal officiel : L165 - 17.06.2006 Durée : expire le 12-09-2007</p>

<p>Action commune 2005/574/PESC du Conseil du 18 juillet 2005 - AIEA II</p>	<p>L'objectif consiste à renforcer la sécurité nucléaire dans certains pays ayant reçu une assistance de la part de l'Union européenne, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer la sécurité physique des matières nucléaires et radioactives utilisées, entreposées ou transportées, et des installations nucléaires; - renforcer la sécurité des matières radioactives utilisées à des fins non nucléaires; - renforcer les capacités des États à détecter et intervenir en cas de trafic illicite; - fournir une assistance législative pour l'application des obligations des États conformément aux accords de garanties généralisées et aux protocoles additionnels; <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Agence internationale de l'énergie atomique</p>	<p>Budget : 3 914 000 € Adoptée : 18-07-2005 Journal officiel : L193 - 23.07.2005 Durée : 15 mois</p>
<p>Action commune 2004/495/PESC du Conseil du 17 mai 2004 - AIEA I</p>	<p>L'objectif consiste à renforcer la sécurité nucléaire dans certains pays ayant reçu une assistance de la part de l'Union européenne, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer la sécurité physique des matières nucléaires et radioactives utilisées, entreposées ou transportées, et des installations nucléaires; - renforcer la sécurité des matières radioactives utilisées à des fins non nucléaires; - renforcer les capacités des États à détecter et intervenir en cas de trafic illicite. <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Agence internationale de l'énergie atomique</p>	<p>Budget : 3 329 000 € Adoptée : 17-05-2004 Journal officiel : L182 - 19.05.2004 Durée : 15 mois</p>

<p>Action commune 2005/913/PESC du Conseil du 12 décembre 2005 - OIAC II</p>	<p>L'objectif consiste à favoriser l'universalisation de la CIAC, en particulier à promouvoir l'adhésion à la CIAC d'États non parties (États signataires et non signataires), et à appuyer la mise en œuvre de la CIAC par les États parties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir l'universalité de la CIAC; - appuyer la mise en œuvre de la CIAC par les États parties; - instaurer une coopération internationale dans le cadre des activités dans le domaine de la chimie. <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)</p>	<p>Budget : 1 697 000 € Adoptée : 12-12-2005 Journal officiel : L331 - 17.12.2005 Durée : 12 mois</p>
<p>Action commune 2004/797/PESC du Conseil du 22 novembre 2004 - OIAC I</p>	<p>L'objectif consiste à favoriser l'universalisation de la CIAC, en particulier à promouvoir l'adhésion à la CIAC d'États non parties (États signataires et non signataires), et à appuyer la mise en œuvre de la CIAC par les États parties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - promouvoir l'universalité de la CIAC; - appuyer la mise en œuvre de la CIAC par les États parties; - instaurer une coopération internationale dans le cadre des activités dans le domaine de la chimie. <p><u>Entité de mise en œuvre</u> : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques</p>	<p>Budget : 1 841 000 € Adoptée : 22-11-2004 Journal officiel : L349 - 25.11.2004 Durée : 12 mois</p>
<p>Action commune 2007/178/PESC du Conseil du 19 mars 2007 - Fédération de Russie IV</p>	<p>L'objectif consiste à aider la Fédération de Russie à détruire une partie de ses armes chimiques en vue de respecter ses engagements aux termes de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Cette action commune a soutenu l'achèvement de la construction de l'infrastructure d'approvisionnement en électricité de l'installation de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye, afin de fournir une source d'énergie fiable pour l'exploitation de l'installation de destruction d'armes</p>	<p>Budget : 3 145 000 € Adoptée : 19-03-2007 Journal officiel : L81 - 22.03.2007 Durée : 18 mois</p>

	chimiques. <u>Entité de mise en œuvre</u> : Ministère de la Défense du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	
Action commune 2004/796/PESC du Conseil du 22 novembre 2004 - Fédération de Russie III	L'objectif consiste à contribuer au renforcement de la sécurité physique des sites nucléaires en Russie, afin de réduire le risque de vol de matières fissiles et de sabotage par la protection des matières fissiles à l'Institut Botchvar de Moscou (VNIINM) de l'Agence fédérale d'énergie atomique (AFEA - anciennement MINATOM) de Russie. <u>Entité de mise en œuvre</u> : République fédérale d'Allemagne	Budget : 7 937 000 € Adoptée : 22-10-2004 Journal officiel : L349 - 25.11.2004 Durée : 3 ans
Action commune 2006/419/PESC du Conseil du 12 juin 2006 - RCSNU 1540	L'action vise trois aspects de la mise en œuvre, à savoir : - la sensibilisation aux exigences et aux obligations en vertu de la Résolution; - la contribution au renforcement des capacités nationales de trois régions cibles (Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et Asie-Pacifique) en ce qui a trait à la rédaction de rapports sur la mise en œuvre de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2004); - l'échange d'expériences concernant l'adoption de mesures nationales nécessaires à la mise en œuvre de la Résolution. <u>Entité de mise en œuvre</u> : Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA – anciennement le Département des affaires de désarmement)	Budget : 195 000 € Adoptée : 12-06-2006 Journal officiel : L165 - 17.06.2006 Durée : expire le 12 juin 2008
Action commune 1999/878/PESC du Conseil du 17 décembre 1999 – Fédération de Russie I	Le projet a contribué à : - la mise en place d'un projet pilote d'usine de destruction d'armes nucléaires situé à Gorni, dans la région de Saratov en Russie; - une série d'études et d'études expérimentales sur le transport, l'entreposage et l'élimination du plutonium.	Budget : 8 900 000 € Adoptée : 17-12-1999 Journal officiel : L331 - 23.12.1999 Durée : expire à la date d'échéance de la Stratégie commune 1999/414/PESC de l'Union européenne sur la Russie
Action commune	Cette action commune vise le financement de la mise sur	Budget : 680 000 €

2003/472/PESC du Conseil du 24 juin 2003 – Fédération de Russie II	pied d'une unité d'experts dans le cadre du programme de coopération pour la non-prolifération et le désarmement dans la Fédération de Russie.	Adoptée : 24-06-2003 Journal officiel : L157 - 26.06.2003 Durée : expire à la date d'échéance de la Stratégie commune 1999/414/PESC de l'Union européenne sur la Russie
---	--	---

Programmes d'aide CBRN de la Commission - contrôle comptable des matières nucléaires (CCMN) - programmes de l'INSC, et d'assistance technique à la Communauté des États indépendants et à la Géorgie (TACIS)

<i>Identification du projet</i>	<i>Titre</i>	<i>Objectif</i>	<i>Montant</i>	<i>Période de réalisation</i>
R5.01/95 R5.01/96A R5.01/97A R5.11/03S	Établissement d'un Centre russe de formation et de méthodologie à Obninsk	Spécifier et acquérir des normes liées à l'équipement et au matériel, installer un laboratoire de calibrage, rédiger du matériel de formation, donner des cours et des séminaires à l'intention des formateurs, à l'appui du Centre russe de formation et de méthodologie à Obninsk en ce qui concerne l'éducation et la formation d'experts russes sur le CCMN moderne.	~5 millions €	TACIS 1997-2008
R5.02/95 R5.03/96C R5.01/97C R5.03/98 R5.03/03S	Élaboration d'une stratégie de production d'instruments pour le système fédéral de contrôle comptable des matières nucléaires aux installations de VNIIA, à Moscou en Russie.	Élaborer un programme concernant la fourniture d'équipement de CCMN pour le Système fédéral russe de contrôle comptable (SFCC), y compris une stratégie visant à produire ce genre d'équipement ainsi qu'une entente de production et d'essai de prototypes d'instruments prioritaires.	~3 millions €	TACIS 1997-2009
R5.02/96B R5.01/97B R5.12/03S	La conception et la mise sur pied de trois laboratoires pour des analyses indépendantes et des analyses métrologiques de matières nucléaires dont l'origine est inconnue (Institut Botchvar, Russie)	Fournir les instruments nécessaires à trois laboratoires aux installations de VNINM et offrir une formation sur leur fonctionnement à l'intention du personnel de laboratoire en vue d'améliorer les capacités d'analyse des organisations russes dans les domaines de la CCMN et de la prévention en ce qui a trait à la toxicité intrinsèque.	~3,5 millions €	TACIS 1997-2009
R5.04/96 R5.01/97D R5.04/98 R5.04/03S	Établissement du Centre sibérien de formation et de méthodologie de l'Oural à Snejinsk	Mettre sur pied un deuxième centre de formation en Russie dans la région où sont situées plusieurs grandes installations de traitement du cycle du combustible nucléaire, afin d'y dispenser de la formation liée à la CCMN, y compris la	~1,8 million €	TACIS 1997-2009

		réalisation d'une étude sur la faisabilité, la provision d'un module pilote sur l'entreposage du plutonium et la formation d'instructeurs futurs pour le Centre.		
U5/95	Demande au programme d'assistance technique qui contribue efficacement à la lutte contre le transfert non autorisé de matières nucléaires en Ukraine	Livrer de l'équipement, élaborer un manuel et former les représentants des autorités pertinentes en Ukraine pour la détection de la toxicité intrinsèque et le recensement des matières concernées	~0,5 million €	TACIS 1999-2001
R5.01/98 R5.01/00	Amélioration du système de garanties d'un projet pilote d'usine et fourniture d'équipement moderne pour le contrôle de l'accès à des matières nucléaires dans toutes les centrales nucléaires en Russie	Mener une étude de faisabilité du projet visant la mise en place d'un système informatisé de CCMN dans toutes les centrales nucléaires en Russie	~0,8 million €	TACIS 2000-2006
K5.01/97 K5.01/98	Mise en place d'installations pour le confinement/la surveillance des masses/volumes et la formation à l'usine métallurgique d'Oulba, au réacteur surgénérateur de la péninsule de Manguichlak, au réacteur VVR d'Almati et aux réacteurs à Kourtchatov au Kazakhstan	Présenter une méthodologie, fournir de l'équipement et dispenser de la formation à l'intention des opérateurs de la centrale à Oulba et des inspecteurs nationaux, afin de respecter les exigences en matière de garanties de l'AIEA	~3 millions €	TACIS 2000-2007
R5.01/02 R5.01/02S	Modernisation et amélioration du CCMN au complexe RT-1, à Maïak	L'objectif précis vise à améliorer les mesures de masse de plutonium et d'uranium dans les charges en œuvre et dans les déchets afin de respecter les exigences fédérales en matière de contrôle comptable des matières nucléaires (CCMN).	~3 millions €	TACIS 2004-2010
TAREG 5.01/05	Garanties intégrées et trafic illicite - usine de service	Renforcer le régime de non-prolifération en améliorant le système de garanties, en particulier le CCMN; contrer la menace que représente le terrorisme nucléaire et radiologique; renforcer et améliorer le contrôle institutionnel en consolidant la collaboration et les capacités des autorités nationales de régulation (12 sous-projets, dont certains	~14 millions €	TACIS 2006-2013

		poursuivent des activités déjà entamées)		
TAREG 05/06S	Contrôle comptable des matières nucléaires - Acquisition d'équipement (1 ^{re} partie)	Fournir le premier lot d'équipement pour le CCMN déterminé par le projet TAREG 5.01/05	5,3 millions €	TACIS 2008-2011
Ententes de financement avec les pays bénéficiaires (Arménie) - pas encore signées	Contrôle comptable des matières nucléaires - Acquisition d'équipement (2 ^e partie)	Fournir le deuxième lot d'équipement pour le CCMN déterminé par le projet TAREG 5.01/05	0,5 million €	INSC AAP2008

PRÉPARATION PAR RAPPORT AUX RISQUES ET ATTÉNUATION DE CEUX-CI EN CE QUI CONCERNE LES MATIÈRES ET LES AGENTS CHIMIQUES, BIOLOGIQUES, RADIOLOGIQUES ET NUCLÉAIRES - INSTRUMENT DE STABILISATION, PRIORITÉ 1

<i>Identification du projet Numéro CRIS</i>	<i>Titre</i>	<i>Objectif</i>	<i>Montant</i>	<i>Période de réalisation</i>
s.o.	Recyclage des anciens chercheurs et ingénieurs de l'armement grâce au Centre international des sciences et de la technologie (CIST, Moscou) et du Centre pour la science et la technologie (CST, Kiev)	Les Centres ont pour but principal de rediriger les talents des chercheurs et ingénieurs vers des activités civiles et pacifiques grâce à la coopération scientifique et technologique.	235 millions €	TACIS 1997-2006
			15 millions €	IFS 2007
			8 millions €	2008
			7,5 millions €	2009
PAA 2007 (sauf le financement pour le CIST et le CST)				
145156	Lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires et radioactives dans les pays de l'ancienne Union soviétique (Fédération de Russie, Ukraine, Arménie, Moldavie, Géorgie, Azerbaïdjan et Bélarus)	L'action vise à fournir de l'équipement de détection des matières nucléaires et radioactives pour les postes frontaliers, comme il a été établi lors de l'étape précédente de l'activité financée par le programme de sécurité nucléaire TACIS, ce qui contribue à réduire la menace de terrorisme nucléaire et radiologique.	5 millions €	11/07/2008 - 10/07/2011

145130	Aide au contrôle de l'exportation de biens à double usage	L'objectif principal vise à appuyer le développement d'un cadre juridique et des capacités institutionnelles pour l'établissement et l'exécution de contrôles efficaces de l'exportation de biens à double usage, y compris les mesures de coopération régionale axées sur la participation à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et du matériel, de l'équipement et des technologies connexes.	~5 millions €	19/03/2008 - 18/09/2010
145132	Système de gestion du savoir sur le trafic des matières CBRN	L'activité vise principalement à améliorer les capacités des États participants, des pays voisins de l'Union européenne dans le Sud-Est de l'Europe et même du Caucase, en vue de lutter contre le trafic illicite et l'utilisation criminelle des matières CBRN.	1 million €	31/01/2008-30/04/2010
PAA 2008 (sauf le financement pour le CIST et le CST)				
200523	Système de gestion du savoir sur le trafic des matières CBRN en Afrique du Nord et dans certains pays du Moyen-Orient	Le projet vise à bâtir un héritage durable de coopération en ce qui concerne la lutte contre le trafic des matières CBRN	1 million €	16/03/2009 - 15/03/2011
217540	Renforcer les capacités de la Russie et des pays d'Asie centrale en ce qui a trait à la biosûreté et la biosécurité	Le projet abordera les lacunes des pratiques de sûreté/sécurité des principales installations biologiques en Russie et dans certains pays d'Asie centrale. Les principaux objectifs du projet consistent à augmenter le niveau de compétence du personnel des installations (laboratoires) qui manipulent des agents biologiques dangereux ou qui supervisent ces installations, et à fournir de l'équipement additionnel, au besoin, afin d'assurer un niveau adéquat de sûreté et de sécurité.	6,8 millions €	21/09/2009 – 21/09/2012
219636	Lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires et radioactives dans certains pays de l'ancienne Union soviétique et du bassin de la Méditerranée, et préparation d'activités de gestion frontalière dans la région de l'ANASE	L'objectif global du projet consiste à réduire la menace que représente le terrorisme nucléaire et radiologique. À cette fin, l'aide sera fournie aux pays partenaires participants à l'amélioration des mesures techniques et organisationnelles de détection du trafic illicite des matières nucléaires et radioactives.	6,7 millions €	2/12/2009 – 1/12/1012
216327	Aide à la Fédération de Russie en ce qui concerne le contrôle de l'exportation de biens à double usage	L'objectif global du projet consiste à augmenter l'efficacité du contrôle de l'exportation des biens à double usage dans la Fédération de Russie, en vue de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Les objectifs précis seront atteints grâce à l'échange de renseignements avec les exportateurs de l'Union européenne, le secteur des services généraux et les chercheurs pour la sensibilisation, ainsi qu'à	1 million €	1/09/2009-1/03/2011

		l'organisation de séminaires à l'intention des exportateurs des régions de la Fédération de Russie.		
PAA 2009 (sauf le financement du CIST et du CST)				
Identification du projet Numéro CRIS	Titre	Objectif	Montant	Période de réalisation
239471 239481 (AA)	Centre d'excellence CBRN - Première étape	Mettre sur pied un mécanisme pour contribuer au renforcement des capacités régionales et nationales à long terme des autorités responsables et bâtir un héritage durable de coopération en ce qui concerne la lutte contre la menace que représentent les matières CBRN.	5 millions €	Mai 2010- mai 2012
235364	Activités de surveillance frontalière en République de Géorgie, en Asie centrale et en Afghanistan	Faciliter la détection de matières radioactives et nucléaires aux postes frontaliers et points nodaux déterminés en République de Géorgie, aux frontières du sud partagées avec l'Afghanistan de certains pays d'Asie centrale et à l'aéroport de Kaboul.	4 millions €	en cours de passation de marché
238194	EpiSouth : un réseau pour le contrôle des menaces à la santé et à la sécurité, et autres risques de biosécurité dans la région méditerranéenne et d'Europe du Sud-Est	Améliorer la biosécurité dans la région méditerranéenne et d'Europe du Sud-Est au moyen du renforcement des capacités	3 millions €	en cours de passation de marché
237437 (service) - (Approvisionnement)	Réorientation des anciens chercheurs irakiens de l'armement de destruction massive par le renforcement des capacités en vue du déclassement des installations nucléaires, y compris la gestion du site et des déchets radioactifs	Aider l'Iraq à réorienter les chercheurs et ingénieurs dotés de compétences liées aux armes de destruction massive et des connaissances sur le double usage grâce à leur participation au déclassement, au démantèlement et à la décontamination d'installations nucléaires	2,5 millions €	en cours de passation de marché
	Mise sur pied d'un Centre d'excellence CBRN pour l'Ukraine et le Caucase du Sud	Mettre sur pied un Centre d'excellence CBRN pour l'Ukraine et le Caucase du Sud	0,5 million €	modification de la décision en cours
	Système de gestion du savoir sur l'atténuation des risques CBRN - Évolution vers un Centre d'excellence pour le « Bassin méditerranéen »	Intégrer les systèmes de gestion du savoir actuels, notamment ceux pour l'Europe du Sud-Est et l'Afrique du Nord, et préparer la transition vers un Centre d'excellence dans le bassin méditerranéen pour l'atténuation des risques CBRN	0,5 million €	modification de la décision en cours
	Amélioration de la biosûreté et de la biosécurité à la station ukrainienne antipeste de Simferopol	Poursuivre la mise en œuvre intégrale de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines (CABT) en Ukraine, notamment en prévenant l'accès illicite des terroristes et d'autres criminels à des agents pathogènes	4 millions €	modification de la décision en cours

	Aide au contrôle des exportations de biens à double usage	Poursuivre les activités en cours à cet égard dans les pays déjà couverts, avec un élargissement possible pour englober d'autres régions/pays.	5 millions €	modification de la décision en cours
--	---	--	--------------	--------------------------------------

Sommation IP (y compris le PAA 2009)				
	Centres régionaux d'excellence	La création de « Centres d'excellence CBRN » visera l'élaboration de formations personnalisées et de trousseaux d'aide (contrôle des exportations notamment de biens à double usage, trafic illicite, réorientation de chercheurs, culture de sûreté et de sécurité).	25-30 millions €	En cours de préparation
	Lutte contre le trafic illicite de matières CBRN	Élargir l'étendue géographique des programmes de coopération à de nouvelles régions revêtant une importance pour la sécurité de l'Union européenne, y compris le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, ainsi que certaines régions d'Afrique.	12-14 millions €	En cours de préparation
	Appui à la biosûreté et la biosécurité	Accorder la priorité à l'amélioration de la biosûreté et la sécurité au Moyen-Orient et dans les pays de l'ancienne Union soviétique, notamment en Asie centrale, du Sud et du Sud-Est. Des mesures additionnelles en Afrique seront également envisagées.	14-18 millions €	En cours de préparation
	Aide et coopération en matière de contrôle des exportations de biens à double usage	Ce projet consolidera les mesures actuelles, renforcera la formation connexe et s'étendra à de nouveaux pays dans les régions sources d'inquiétudes.	6-10 millions €	En cours de préparation
	Appui au recyclage et à la réorientation des anciens ingénieurs et chercheurs de l'armement	Réduire le risque de prolifération de l'expertise liée aux armes de destruction massive et la menace connexe à la sécurité internationale.	20-26 millions € (2010-2011)	En cours de préparation
	Appui aux initiatives d'assurance nucléaire multilatérale	Créer une banque d'uranium faiblement enrichi (combustible nucléaire) en vue d'envoyer un signal positif aux pays qui sont prêts à mettre sur pied des programmes nucléaires civils en améliorant la sécurité de l'approvisionnement en combustible.	20-25 millions €	En cours de préparation

Finlande³

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Fonds engagés	
			Janvier 2004 - avril 2010 (x 1 000 €)	Fonds versés Janvier 2004 - avril 2010 (x 1 000 €)
Fédération de Russie et Ukraine	Garanties relatives aux matières fissiles	Projets à long terme dans 4 domaines : coopération avec les autorités russes, élaboration de méthodes de vérification, participation à des activités de coopération multilatérale, soutien des contrôles de matières nucléaires en Ukraine	960	790
Fédération de Russie	Gestion des déchets nucléaires	Domaine de coopération à long terme. Les projets comprennent l'élaboration de manuels et de méthodes de contrôle, des cours de formation et la participation à des activités de coopération multilatérales.	428	388
Fédération de Russie	Sûreté nucléaire à la centrale nucléaire de Kola	Plusieurs projets à long terme visant l'apport d'améliorations techniques à la sécurité ont été réalisés. Les projets en cours concernent, par exemple, l'élaboration de méthodes de travail, la formation à des inspections non destructives, l'amélioration de la sécurité incendie et l'appui à des analyses probabilistes de la sûreté.	3 282	2 827
Fédération de Russie	Sûreté nucléaire à la centrale nucléaire de Leningrad	Plusieurs projets à long terme ont été terminés. Les projets en cours visent, par exemple, l'élaboration de méthodes de travail, l'amélioration du matériel et des compétences pour mener des inspections non destructives, l'amélioration de la sécurité incendie et l'appui à des analyses probabilistes de la sûreté.	5 385	4 655

³ Mis à jour en avril 2010

Fédération de Russie	Préparation aux urgences nucléaires	Domaine de coopération à long terme. Les projets sont principalement situés dans le Nord-Ouest de la Russie. Plusieurs projets sont achevés. Les projets en cours portent, par exemple, sur des systèmes de surveillance des rayonnements pour l'environnement et le personnel et sur l'essai des systèmes d'alarme.	930	830
Fédération de Russie et Ukraine	Coopération en matière de réglementation sur la sûreté nucléaire	Domaine de coopération à long terme. Les projets visent à renforcer la capacité des autorités chargées de contrôler la sécurité nucléaire et les rayonnements.	1 305	1 100
Fédération de Russie et Europe orientale	Autres projets internationaux non précisés portant sur la sécurité et les garanties nucléaires	Couverture de financement portant, par exemple, sur la coopération dans des forums multilatéraux, la planification, l'organisation et la fonction de rapport sur la coopération bilatérale	2 170	1 870
Fédération de Russie	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS)	Contribution de la Finlande au volet nucléaire du NDEP en 2002-2006	2 000	2 000
Ukraine	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl	La contribution de la Finlande au Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl de la BERD a totalisé 1 000 000 € en 2005-2007 et 380 000 € en 2009.	1 380	1 380
Fédération de Russie	Élimination de la production de plutonium de qualité militaire	Contribution de la Finlande au projet d'élimination de la production du plutonium de Jeleznogorsk, mis en œuvre par les États-Unis, versée en juin 2006.	500	500
Fédération de Russie	Contribution au programme fédéral spécial de la Russie pour la destruction des stocks d'armes chimiques	La livraison et l'installation d'un réseau fixe de détection d'agents de guerre chimique à l'usine de destruction d'armes chimiques à Gorni ont été achevées en 2003. Contribution par l'entremise d'un programme du Royaume-Uni à la mise en place d'installations électriques à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye en 2008 (715 000 euros).	1 319	715

Fédération de Russie	Soutien aux activités d'organisations non gouvernementales pour faciliter la destruction d'armes chimiques russes	Projets d'information et de sensibilisation du public mis en œuvre par le Legacy Programme de la Croix Verte en 2005, 2006, 2007 et 2008 (104 550 euros/2008).	810	810
Fédération de Russie	GTR - Récupération des thermo-générateurs à radio-isotopes du golfe de Finlande	Contribution de la Finlande au projet GTR en 2009-2011	1 500	466
Fédération de Russie	BERD/Compte sécurité nucléaire	Contribution de la Finlande au Compte sécurité nucléaire en 2009	2 000	2 000
Ukraine	Laboratoire mobile de mesure des radiations pour le compte de l'autorité ukrainienne chargée des questions de radiation et de sécurité nucléaires	Livraison du laboratoire mobile de mesure des radiations, formation qui s'y rapporte.	500	500
République kirghize	L'initiative américaine de sensibilisation au trafic de matières nucléaires (NSOI)	La contribution de la Finlande servira à fournir de l'équipement de détection de radiations à la République kirghize dans le but de détecter et de décourager le trafic de matières nucléaires au franchissement de ses frontières internationales.	250	250
			24 719	21 081

France

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
Russie	Contribution au volet nucléaire du Fonds de soutien du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), administré par la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD).	L'élaboration du « Plan directeur stratégique » du travail concernant le Nord-Ouest de la Russie, associée à l'initiative des sous-marins nucléaires au titre du Fonds du PEDS, permettra une coordination améliorée (par exemple, à Gremikha).	40 000	13 600
Russie	Contribution au Groupe multilatéral sur l'élimination du plutonium (MPDG) pour mettre en œuvre le programme russe d'élimination du plutonium de qualité militaire en Russie.	En attendant que soit conclu l'accord multilatéral correspondant (négociation MPDG).	70 000 \$US	– (Aucun progrès dans la négociation multilatérale)
Russie	Aïda Mox 1 : ce projet de coopération vise à fournir une aide à la Fédération de Russie pour le démantèlement des armes nucléaires russes. Coopération bilatérale amorcée en 1992, à laquelle la France a versé jusqu'à 70 millions d'euros.	La France a proposé de moderniser l'équipement fourni en vertu de ce programme et d'allouer 1 million d'euros à ce projet dans le cadre du Partenariat mondial.	1 000	0,860
Ukraine	Contribution au Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl (FST) de la BERD.	Contribution totale au FST : 47 500 000 € (31 400 000 € avant 2002)	22 300	16 100
Lituanie	Contribution au fonds d'aide international pour le déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina.	Déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina (Lituanie).	1 500	1 500
Russie	Kalinine : renforcement de la sûreté de la centrale nucléaire de Kalinine, en Russie.	Étude de faisabilité achevée pour 2 M€. Accord d'exonération fiscale avec la Fédération de	2 200	2 200

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
		Russie signé en février 2007.		
Russie	Gremikha : la restauration de l'ancienne base navale de Gremikha comprend plusieurs projets, notamment l'enlèvement et le démantèlement des réacteurs nucléaires « Alfa », le stockage sûr du combustible nucléaire irradié et des déchets nucléaires, ainsi que la restauration des installations et du site.	<p>Étude de faisabilité : fourniture d'équipement pour la sûreté nucléaire aux partenaires russes (deux contrats ont été menés à bien en 2005) et une étude des rayonnements et de l'ingénierie devait prendre fin en 2007.</p> <p>Un contrat relatif à des études de pré-conception (DON et OBIN) a démarré en 2006 et a été mis en oeuvre en 2007-2009.</p> <p>Travaux en urgence prioritaire révélés par le premier stade de l'étude d'ingénierie visant à améliorer la sécurité des travailleurs et à préparer les travaux ultérieurs (enlèvement et nettoyage des points chauds radiologiques, réaménagement des installations et bâtiments). Seize contrats signés en 2007 et 2009 (douze exécutés) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réaménagement des vestiaires; • entretien des génératrices diesel (moteurs et bâtiments) • amélioration de la cale sèche; • consolidation des murs et du toit du bâtiment 19 utilisé pour le stockage des déchets radioactifs; • amélioration de la situation radiologique sur la plateforme ouverte et de l'inventaire du combustible nucléaire irradié; • Élaboration de moyens pour permettre la 	<p>➤ Jusqu'à 10 000 -> 2007, financement ultérieur dépendant des résultats de l'étude de faisabilité</p> <p>➤ Jusqu'à 9 000 => 2007-2009</p>	<p>10 010</p> <p>8 400</p>

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
		<p>manipulation du combustible nucléaire irradié du VVR intact.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rénovation des moyens de manutention (grue, etc.). • Travaux de décontamination visant à permettre de décharger le cœur du réacteur du sous-marin « alpha » numéro 910 <p>Travaux de sécurisation du combustible irradié du réacteur VVR et des cœurs de réacteurs de catégorie Alpha</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchargement du cœur du réacteur du sous-marin « alpha » numéro 910 • Mise au point de moyens de manutention pour expédier à partir de Gremikha le combustible du VVR avarié <p>deux contrats signés en 2009 (un exécuté) et au moins trois autres contrats pour des travaux de sécurisation seront signés en 2010</p> <p>Préparation des sites d'où le combustible irradié sera retiré (tout le combustible en stockage intérimaire aux installations d'Atomflot à Mourmansk, le cœur Alpha à l'institut NIIAR à Dimitrovgrad et le combustible du VVR avarié à Maïak)</p>	<p>➤ Jusqu'à 6 300 => 2007-2010</p> <p>➤ Jusqu'à 6 000 => 2009-2010</p>	<p>4 100</p> <p>2 650</p>

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
Russie	Severodvinsk : la remise en état de l'incinérateur de déchets nucléaires au chantier naval de Zvezdotchka permettra à ce chantier naval d'augmenter sa capacité de traitement pour l'élimination des déchets nucléaires solides.	<p>Étude de diagnostic et de faisabilité amorcée en coopération avec des partenaires russes en 2004. Cette phase technique s'est achevée à l'été 2006 et a coûté 420 000 €.</p> <p>La mise en œuvre concrète de ce projet a démarré en décembre 2006. Des contrats de 9,6 M€ ont été signés avec AREVA/TA et le chantier naval de Zvezdotchka. Les études de conception détaillée sont achevées.</p> <p>Fabriqué et éprouvé au four en France fin 2008 et livré à to Zvezdotchka – le bâtiment incinérateur est rénové fin 2008.</p> <p>L'équipement est monté (octobre 2009). Les tests ont commencé en novembre mais des difficultés se sont présentées dans le déroulement des tests. L'opération est maintenant reportée à l'automne 2010.</p>	Jusqu'à 10 000 pour la période 2004-2008	10 020
Russie	Démantèlement de générateurs thermoélectriques radio-isotopiques (GTR) en Russie et entreposage sûr des sources nucléaires correspondantes de strontium.	<ul style="list-style-type: none"> Opération mise en oeuvre en 2005 et 2007 en étroite collaboration avec la Norvège (deux accords signés pour 600 000 €). Pleinement exécutée fin 2009. <p>L'expérience acquise a servi à promouvoir les actions bilatérales franco-russes dans le même</p>	Jusqu'à 5 000 (-> 2008) financement ultérieur dépendant des résultats des discussions	3 300

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
		<p>domaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un contrat signé en octobre 2009 est presque achevé pour le démantèlement et le remplacement de 4 GTR de très grande puissance sur la côte de la Baltique • Un autre est en cours de rédaction pour l'enlèvement de 12 autres GTR sur les côtes de la Baltique. <p>Le coût global sera adapté aux résultats des discussions.</p>		
Ukraine	Gestion des sources radioactives abandonnées en Ukraine	<p>Deux contrats signés en juin et juillet 2009 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture de dispositifs de mesures radiologiques • La conception de cellules modulaires de haute activité pour permettre l'extraction des blocs d'irradiation désuets et de leurs contenants en vue de leur expédition au futur site de stockage. <p>La réalisation des travaux est mise en suspens en attendant que la question de l'exonération de taxes de la fourniture soit réglée par les ministères ukrainiens.</p> <p>Les travaux suivants attendent la signature d'un accord avec les autorités gouvernementales ukrainiennes.</p>	Jusqu'à 2 000	0,300
Russie	Destruction d'armes chimiques : étude environnementale de l'installation de	Un accord intergouvernemental ratifié en France et en Russie est entré en vigueur en mai 2007.	9 000 (->2008)	9 000

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
	destruction de Shchuch'ye	Les contrats ont été signés fin octobre 2007. Les derniers essais opérationnels ont été effectués en mars 2009. Les travaux ont été achevés en entier à la fin de 2009.	comprenant l'assistance technique à l'équipe de gestion française	
Russie	Destruction d'armes chimiques : réalisation de l'installation de destruction de Shchuch'ye	Achat de l'équipement pour la deuxième chaîne de traitement de l'installation de destruction en étroite coopération avec le Royaume-Uni et le Canada. Un accord entre la France et le Royaume-Uni et un protocole d'entente correspondant entre le ministère de la Défense et le CEA ont été signés en avril 2007 (l'achat d'équipement est en cours). Tout l'équipement a été livré sur le site en mars 2009 à temps pour opérer la destruction des premières armes remplies de sarin.	6 000 (->2008)	6 000
Russie	Programmes de biosûreté et de biosécurité dans les installations biologiques russes. Ces projets se concentrent sur les programmes d'immunologie et de génétique présentant un certain potentiel commercial.	Ces projets sont mis en œuvre en Russie par l'entremise du CIST entre des laboratoires français et russes. Quatre projets ont démarré en 2006 concernant la collaboration scientifique dans le domaine des nouvelles molécules thérapeutiques et des nouveaux outils de diagnostic et de surveillance de l'environnement. Deux projets ont été réalisés avec succès; un finira en 2010 et un en 2011.	1 400	1 400

Pays	Description du projet / Engagements de financement détaillés du projet	État du projet : étapes, observations sur la mise en œuvre	Fonds engagés (du début jusqu'ici) (x 1 000 €)	Fonds contractualisés ou quasi contractualisés (jusqu'ici) (x 1 000 €)
À déterminer	Programmes de biosûreté et de biosécurité dans les installations biologiques de la CEI (Communauté des États indépendants). Ces projets se concentrent sur les programmes d'immunologie et de génétique présentant un certain potentiel commercial.	Ces projets seront mis en œuvre par l'entremise du CSTU entre des laboratoires de France et de la CEI. Les projets doivent démarrer fin 2010.	En cours d'évaluation	
Russie	Redéploiement des scientifiques spécialisés dans les armes de destruction massive (ADM). Le projet vise à soutenir les partenariats industriels entre les laboratoires russes et les entreprises françaises en vue de créer des emplois durables.	Une étude de faisabilité a évalué une demande existante d'industriels et un jumelage possible avec l'offre technique des laboratoires russes allant au-delà de la coopération scientifique existante. La partie principale du projet vise à identifier, nouer et accompagner les partenariats industriels entre des laboratoires russes et des entreprises françaises. Le projet a été achevé à la fin de 2009. Douze partenariats industriels ont été lancés, devant créer des emplois dans les établissements russes participants. La création de valeur économique sera à confirmer à long terme.	2 800 (2006–2009)	2 800

Allemagne

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (06/02 - 12/09) (x 1 000)</i>	<i>Fonds versés (06/02 -12/09) (x 1 000)</i>
	Ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie			
Russie	<ul style="list-style-type: none"> ○ construction d'une installation terrestre de stockage intermédiaire à long terme pour 150 compartiments de réacteurs de sous-marins et 28 autres objets nucléaires (sections de navires à propulsion nucléaire, brise-glaces à propulsion nucléaire, Lepse) dans la baie de Saïda; ○ démantèlement de sous-marins nucléaires et préparation des compartiments de réacteurs au stockage intermédiaire dans la baie de Saïda; ○ reconstruction du chantier naval de Nerpa; ○ restauration de la bonne santé écologique de la baie de Saïda; ○ construction d'un centre régional de conditionnement et de stockage à long terme de tous les déchets radioactifs provenant des sous-marins et navires de surface nucléaires dans la baie de Saïda. 	<p>- Le chantier de construction de l'installation de stockage intermédiaire à long terme a été ouvert le 10 juillet 2004; et les premiers travaux destinés à préparer les activités de construction ont été effectués. Le 18 juillet 2006 a démarré l'exploitation de la première section de l'installation de stockage intermédiaire à long terme. Actuellement, 33 compartiments de réacteurs sont stockés sur la plateforme de béton d'ici la fin de 2009. L'installation de stockage intermédiaire à long terme a été achevée à la fin de 2009 (budget de 300 millions d'euros), sauf pour ce qui concerne le hangar de réparation des compartiments de réacteurs et certains travaux résiduels de construction routière, dont l'achèvement est prévu pour l'automne 2010. Les travaux de construction en cours concernant le hangar de réparation n'ont aucune incidence sur le stockage des compartiments de réacteurs à venir.</p> <p>- Les premiers travaux de construction du centre régional des déchets radioactifs ont démarré en 2008. Depuis 2009, des travaux ont été</p>	<p>2003 - 2009 330 000 €</p> <p>2010 : 65 000 €</p>	<p>2003 - Mars 2010 : 353 440 €</p>

		effectués sur la construction des fondations, du réseau de drainage des eaux de pluie et des canalisations principales d'incendie. Le budget supplémentaire pour ce projet est aussi de 300 millions d'euros. Il est prévu que le centre régional sera achevé en 2014.		
	Ministère fédéral des Affaires étrangères			
Russie	<p><u>Destruction d'armes chimiques</u> :</p> <p>Appui à la construction d'une installation de destruction d'armes chimiques à Gorni, Kambarka, Leonidovka et Potchep</p> <p>1. Gorni (1995 – 2003)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations de vidange de fûts et de réservoirs • Laboratoires stationnaire et mobile • Bâtiment d'un incinérateur pour les résidus liquides et solides • Équipement pour la destruction d'armes chimiques par hydrolyse • Équipement pour l'extraction de l'arsenic par électrolyse • Équipement pour la purification de gaz/fumée toxique et d'eau toxique • Ingénierie et expertise pertinentes <p>2. Kambarka</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction et livraison clé en main d'une installation de destruction 	<ul style="list-style-type: none"> - Ces installations ont été mises en service en 2003 et elles avaient détruit avec succès le stock d'armes chimiques à la fin de 2005; - Soutien par la livraison de pièces de rechange <ul style="list-style-type: none"> - Convenu entre le ministère allemand des Affaires étrangères et l'Agence fédérale pour l'industrie 	<p>343 060 €</p> <p>50 000</p> <p>(incluant les ressources budgétaires antérieures à 2002)</p> <p>153 060</p>	<p>342 940 €</p> <p>50 100</p> <p>152 840</p>

	<p>thermique de résidus solides, liquides et gazeux générés pendant la destruction de la lewisite, ainsi que du bâtiment pour l'abriter (bâtiment 44)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un système de vidange pour les citernes de lewisite contenant l'agent de lutte (85 mécanismes de vidange des citernes) • Fourniture de matériel technologique pour les systèmes de sécurité, de contrôle de la température et de ventilation, notamment des enceintes à double paroi et calorifugées des cinq bâtiments de stockage • Construction et livraison des systèmes de filtres pour les bâtiments contaminés • Production et livraison de 2 modules de détoxification montés sur 2 transbordeurs mobiles • Livraison de pièces de rechange pour faire en sorte que le matériel livré par l'Allemagne soit opérationnel <p>3. Leonidovka La contribution prévue (fourniture clé en main d'une installation de destruction thermique) n'a pas été mise en oeuvre après que le partenaire russe a décidé de construire l'installation de Leonidovka sans l'aide de l'Allemagne.</p>	<p>(FAI) russe en 2003</p> <ul style="list-style-type: none"> - La construction a démarré en 2004. - Kambarka a été inaugurée officiellement en mars 2006, la destruction des stocks (6 350 t) a été achevée en mars 2009 - Transfert officiel à la Russie en mars 2007 - Livraison de pièces de rechange au printemps 2008 <p>- Le ministère allemand des Affaires étrangères avait conclu un contrat avec le maître d'œuvre allemand pour faire certains travaux d'ingénierie préliminaires, et ce contrat a été annulé en septembre 2006 à la suite de la décision russe de ne pas recourir à l'aide allemande à Leonidovka.</p>	<p>(initialement jusqu'à 140 000)</p> <p>jusqu'à</p>	<p>4 000</p> <p>136 000</p>
--	---	---	--	-----------------------------

	<p>4. Potchep</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un bâtiment complet (bâtiment 11), qui contiendra le matériel de destruction thermique pour des résidus solides et liquides, y compris les stabilisateurs issus de la destruction, l'incinérateur et le matériel pour le traitement thermique des munitions - le traitement de l'eau et la purification de l'air. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accord intergouvernemental en mars 2007 - Pose de la pierre angulaire en juin 2008 - Procédure de réception de l'équipement pré-assemblé en septembre 2008 - Le montage de l'équipement dans le bâtiment est achevé - La mise en service est prévu pour l'été 2010 	140 000	
Russie	<p><u>Protection matérielle des matières nucléaires</u></p> <p>Renforcement de la sécurité des matières nucléaires et des installations dans les villes nucléaires, les instituts de recherche et les sites de stockage d'armes nucléaires en Russie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - certains projets à Osjorsk, à Seversk, à Moscou et à d'autres sites ont été menés à bien - d'autres projets sont en cours à Osjorsk, à Seversk, à Moscou, à Dimitrovgrad et à d'autres sites. 	167 165 €	119 500 €
Ukraine	<p><u>Protection matérielle des matières nucléaires</u></p> <p>Renforcement de la protection physique d'un site pour permettre la manutention de sources radioactives et installation d'un nouvel équipement destiné à la manutention de sources radioactives de différentes origines</p>	<p>Échange de notes verbales achevé La mise en œuvre doit démarrer en 2010</p>	6,4 millions	0 €
	Projet multilatéral			
Russie/ ex-URSS	Contribution au Fonds de sûreté nucléaire de l'AIEA		1 000 €	1 000 €

Russie	Contribution au Fonds du Programme environnemental de la dimension septentrionale (PEDS) dans la Fédération de Russie		2 000 €	2 000 €
	Contribution à l'AIEA pour la mise en œuvre de projets ayant trait à la sécurité nucléaire		10 000 €	0 €

Irlande

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (Juillet 2004 - juin 2007)</i>	<i>Fonds versés (Juillet 2004 - juin 2007)</i>
Nucléaire				
Ukraine	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl Contribution versée par l'intermédiaire de la BERD		3 420 000 €	2 565 000 €
Chimique				
Russie	Installation de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye Remarque – Contribution versée par l'entremise du Royaume-Uni pour l'installation du four à pièces métalliques et en vue de l'approvisionnement d'autres équipements pour le deuxième bâtiment de destruction de munitions.	La construction de l'installation de Schuch'ye a été achevée et elle est maintenant en service.	110 000 €	110 000 €

Italie

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés</i>	<i>Fonds versés</i>
			117 millions €	69 millions €
Russie	<i>Démantèlement des sous-marins nucléaires et gestion du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs :</i>	Un accord bilatéral entre les gouvernements italien et russe a été signé le 5 novembre 2003 et est entré en vigueur le 17 novembre 2005 après avoir été ratifié par les parties italiennes et russes pour un financement total de 360 millions d'euros sur 10 ans. Les institutions responsables de la mise en œuvre de l'accord sont le ministère italien du Développement économique (MSE) et l'agence russe de l'Énergie atomique (ROSATOM).		
		Quatre contrats ont été signés avec le chantier naval de Nerpa pour le démantèlement de sous-marins nucléaires : un de classe Yankee Notch, deux de classe Victor et un de classe Echo II.	20,1 millions €	19,6 millions €
		Un contrat pour le déchargement du combustible nucléaire irradié des réacteurs du croiseur lourd 090 a été signé. Cependant les activités ont été suspendues suite à une requête de Rosatom.	5,4 millions €	0,9 million €
		Deux contrats ont été signés pour la fourniture d'équipement et de systèmes pour l'amélioration des infrastructures de chantier naval de Nerpa et de Zvezdotchka.	3,5 millions €	3,3 millions €
		Deux contrats ont été signés pour apporter des améliorations aux systèmes de protection physique des chantiers navals de Nerpa et de	0,73 million €	0,32 million €

		Zvezdochka. La conception préliminaire des améliorations a été achevée. La liste des équipements devant être achetés est presque achevée.		
		Gestion des déchets radioactifs dans la baie d'Andreïeva Des contrats pour la conception d'installations de traitement de déchets radioactifs solides et liquides et d'une installation de stockage intermédiaire de déchets radioactifs à la baie d'Andreïeva sont à la dernière étape de négociation. La construction de bâtiments (nommément 201 et 2029 sur le même site) appelés à servir de protection temporaire aux déchets radioactifs solides accumulés à l'air libre démarrera très bientôt. Le contrat est d'une valeur estimative de 5,5 millions d'euros.	1,40 million €	0,93 million €
		Navire pour le transport de déchets radioactifs et de combustible nucléaire irradié Un contrat pour la conception détaillée et la construction d'un navire destiné à transporter du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs a été signé le 28 juillet 2008. La livraison aura lieu dans le premier trimestre de 2011.	71,7 millions €	36 millions €
		Un contrat a été signé pour la conception de 10 conteneurs devant servir au stockage et au transport du combustible nucléaire irradié émetteur de rayonnements alpha actuellement sur le site de Gremikha . Une commande sera passée ultérieurement pour la fabrication des 10 conteneurs.	0,88 million €	
		Gestion de projet et documentation des travaux	12,78 millions €	7,8 millions €
Russie	<i>Destruction d'armes chimiques :</i> Installation de destruction d'armes chimiques à Potchep.	Accord bilatéral entre l'Italie et la Fédération de Russie signé le 5 novembre 2003 Engagement de financement : 360 millions d'euros. En attente de ratification.		

	Construction d'un tronçon du gazoduc à Shchuch'ye. D'autres activités à Shchuch'ye.	Programme achevé en 2004. Un accord bilatéral entre l'Italie et la Fédération de Russie a été signé le 17 avril 2003, les fonds ont été alloués, les négociations sont en cours pour déterminer un nouveau secteur d'activité et un nouveau site après que le projet initial aura été achevé.	7,7 millions € en deux ans. 5 millions €	7,7 millions €
Ukraine	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl	L'Italie a versé 33 millions d'euros depuis 1997. Une autre contribution de 8,5 millions d'euros a été approuvée par le Parlement.	8,5 millions €	

Italie : Activités dans les pays autres que la Russie et l'Ukraine en lien avec les objectifs du Partenariat mondial

Période	Pays bénéficiaires	Type de projet ⁴	Nom du projet /Sommaire	Description du projet	Fonds ⁵ (engagés/versés)
2005-2008	Iraq	Séminaires, cours de formation, ateliers, tables rondes scientifiques et bourses d'études scientifiques	Internationalisation d'institutions et d'installations scientifiques iraqiennes et collaboration avec des centres scientifiques et universitaires italiens	4 ateliers internationaux; 4 tables rondes fermées; 7 séminaires et cours de formation intensifs. 59 bourses d'études de courte durée et 52 bourses d'études de longue durée (2-9 mois) à des fins de formation de recyclage dans des universités et instituts scientifiques italiens (205 mois en Italie). Projet exécuté par l'organisme Landau Network – Centro Volta (LNCV).	2 millions €

⁴ Prière d'indiquer le type d'activités, tel que séminaire/atelier, renforcement des compétences, fourniture de matériel, construction d'installations, exploitation physique, et, en particulier, réorientation/recrutement de chercheurs et techniciens.

⁵ Prière de compléter cette colonne s'il y a lieu. Pour des activités de type séminaire, l'information sur les fonds pourrait avoir moins de rapport avec le but global de la discussion au GTPM.

2005-2008	Iraq	Acquisition d'équipement technique et scientifique	Internationalisation d'institutions et d'installations scientifiques iraqiennes et collaboration avec des centres scientifiques et universitaires italiens	Publications universitaires et équipement technique et scientifique fournis à des établissements universitaires et scientifiques iraqiens sélectionnés. Projet exécuté par l'organisme Landau Network – Centro Volta (LNCV).	
2010	Iraq	Formation et réorientation	Formation et réorientation dans le domaine de la technologie biochimique pour des applications pacifiques	Trois phases : une phase préliminaire en Iraq, une phase intensive en Italie et une phase finale en Iraq. Deux modules : Les produits chimiques dans les polluants agricoles et environnementaux, et Prévention, évaluation et gestion de la pollution environnementale : sites pollués et techniques de restauration. 24 bourses d'études. Projet mené par le « Insubria Center on International Security » de l'Université d'Insubria	612 872 €
2005-2007	République kirghize	Réorientation des chercheurs et techniciens	Mécanisme de pollution du territoire par l'agent Anthrax	Projet exécuté par le « Centro di Referenza Nazionale per l'Antrace » en coopération avec le CIST.	
2008-2010	République kirghize	Réorientation des chercheurs et techniciens	Mécanisme de pollution du territoire par l'agent Anthrax (deuxième stade)	Projet exécuté par le « Centro di Referenza Nazionale per l'Antrace » en coopération avec le CIST.	348 370 \$US (du CIST)

Japon

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description de projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (Juillet 2002 - mai 2009) (x 1 000)</i>	<i>Fonds versés (Juillet 2002 - mai 2009) (x 1 000)</i>
Russie	Projet pilote de démantèlement d'un sous-marin nucléaire de classe Victor III et amélioration de l'infrastructure connexe du chantier naval de Zvezda	Tous les travaux ont été achevés en décembre 2004.	854 000 JPY	793 977 JPY
Russie	Projet de démantèlement d'un sous-marin nucléaire de classe Victor I	Un arrangement de mise en œuvre pour le démantèlement des cinq sous-marins nucléaires a été signé en novembre 2005. Les contrats concernant un sous-marin nucléaire de classe Victor I ont été signés en septembre 2006 et le projet de démantèlement a été achevé en 2008.	869 864 JPY	869 864 JPY (incluant des fonds de l'Australie et de la République de Corée)
Russie	Projet de démantèlement de trois sous-marins de classe Victor III	Un arrangement de mise en œuvre pour le démantèlement des cinq sous-marins nucléaires a été signé en novembre 2005. Les contrats concernant trois sous-marins de classe Victor III ont été signés en août 2007 et l'un d'eux a déjà été démantelé.	3 192 989 JPY	3 192 989 JPY (incluant des fonds de l'Australie et de la République de Corée)
Russie	Projet de démantèlement d'un sous-marin de classe Charlie I	Un arrangement de mise en œuvre pour le démantèlement des cinq sous-marins nucléaires a été signé en novembre 2005. Les contrats concernant un sous-marin de classe Charlie I ont été signés en janvier 2008 et le projet de démantèlement a été achevé en 2009.	944 013 JPY	944 013 JPY
Russie	Coopération pour la construction d'une installation de stockage terrestre pour un compartiment	En 2007, le Japon a décidé de coopérer à la construction de cette installation. Une série de négociations ont lieu actuellement pour définir	-	-

	de réacteur dans la baie de Razboïnik	les termes de l'arrangement de mise en œuvre et pour spécifier quels articles le Japon fournira à la Russie.		
Russie	Projet coopératif en R-D sur la fabrication et l'irradiation d'assemblages de combustibles MOX conditionnés par vibration.	Pour la période de 2004 à 2009, le Japon (PESCO et JAEA) et la Russie (RIAR) ont exécuté le programme coopératif en R-D afin de démontrer l'intégrité et la fiabilité des assemblages de combustibles MOX conditionnés par vibration dans un réacteur BN-600 dans le cadre du contrat signé entre MEXT et PESCO. Vingt et un assemblages de combustibles, provenant des excédents russes de plutonium de qualité militaire (120 kg), ont été fabriqués et irradiés.	7 051,5 \$US	6 506,5 \$US
Ukraine	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl	Contribution au Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl	-	21837 \$US
Ex-URSS	Fonds de sûreté nucléaire de l'AIEA	Contribution au Fonds de sûreté nucléaire de l'AIEA	473 \$US	341 \$US
Russie et ex-URSS	Réorientation d'anciens scientifiques du secteur de l'armement par l'entremise du CIST	Le Japon est membre du conseil d'administration du CIST depuis sa création en 1994, et il contribue à ses activités et à ses projets. À ce jour, le Japon a financé plus de 200 projets représentant une valeur totale d'environ 60 millions de dollars américains.	15 806,7 \$US	15 806,7 \$US

<i>Période</i>	<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Type de projet</i>	<i>Nom/Sommaire du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Fonds</i>
<i>À fixer</i>	<i>Kazakhstan</i>	<i>Fourniture d'équipement</i>	<i>Projet d'amélioration de la sécurité nucléaire pour l'usine métallurgique d'Oulba et l'Institut de physique nucléaire</i>	<i>Ce projet vise à améliorer l'équipement relatif à la sécurité des installations, en modernisant la clôture de protection, en installant ou en rénovant les systèmes de surveillance, etc.</i>	<i>Jusqu'à 500 000 000 JPY (engagés)</i>
<i>À fixer</i>	<i>Ukraine</i>	<i>Fourniture d'équipement</i>	<i>Extension de l'entretien et de la maintenance du dispositif</i>	<i>Ce projet vise à améliorer l'équipement relatif à la sécurité des installations, en</i>	<i>Jusqu'à 200 000 000 JPY</i>

			<i>de protection périmétrique et établissement de moyens et d'équipement pour identifier les matières nucléaires</i>	<i>modernisant la clôture de protection, en installant ou en rénovant les systèmes de surveillance, etc., et à fournir l'équipement d'analyse.</i>	<i>(engagés)</i>
<i>À fixer</i>	<i>Bélarus</i>	<i>Fourniture d'équipement</i>	<i>Modernisation du système visant à lutter contre le trafic illicite de matières nucléaires et radioactives aux frontières de l'État.</i>	<i>Ce projet vise à améliorer l'équipement relatif à la sécurité des dispositifs associés au réseau de surveillance mis en place aux frontières.</i>	<i>Jusqu'à 100 000 000 JPY (engagés)</i>
2003-	Asie	Dialogue sur les politiques	Pourparlers asiatiques de haut niveau sur la non-prolifération (ASTOP)	Ce dialogue réunit les hauts fonctionnaires chargés des politiques de non-prolifération des États membres de l'ANASE, de la Chine, de la République de Corée et des pays ayant des intérêts communs envers la sécurité de la région asiatique tels que les États-Unis et l'Australie. Les participants discutent du renforcement du dispositif de non-prolifération en Asie en cherchant à approfondir leur entente sur les mesures souhaitables de non-prolifération, sur les obstacles à surmonter et sur les solutions possibles.	s.o.
2004-02	Afrique de l'Ouest	Séminaire	Séminaire sur les garanties de l'AIEA	Séminaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, au Burkina Faso	s.o.
2004-03	Afrique australe	Séminaire	Séminaire sur les garanties de l'AIEA	Séminaire de la Communauté de développement d'Afrique australe, en Namibie	s.o.
2004-11	Asie-Pacifique	Séminaire	Séminaire sur les garanties de l'AIEA	Séminaire régional du Pacifique-Sud, en Australie	s.o.
2004-11	Philippines	Séminaire	Séminaire sur le protocole additionnel de l'AIEA	Séminaire sur la ratification du protocole additionnel	s.o.

2005-09	International	Séminaire	Réunion sur les garanties intégrées de l'AIEA	Réunion technique sur les garanties intégrées, à Vienne	s.o.
2005-09	Mexique	Séminaire	Séminaire sur le protocole additionnel de l'AIEA	Atelier sur le protocole additionnel	s.o.
2005-01	Afrique du Nord	Séminaire	Séminaire sur les garanties de l'AIEA	Séminaire d'information sur la région du Maghreb, Maroc	s.o.
2006-07	Asie-Pacifique	Séminaire	Séminaire sur le protocole additionnel de l'AIEA	Séminaire sur le protocole additionnel pour les pays d'Asie et du Pacifique, en Australie	s.o.
2007-08	Vietnam	Séminaire	Séminaire sur le protocole additionnel de l'AIEA	Séminaire national sur le Protocole additionnel à l'accord de garanties du Vietnam	s.o.
2004	Asie	Séminaire	Deuxième réunion régionale des autorités nationales responsables de la Convention sur les armes chimiques (CAC) en Asie, tenue à Beijing		s.o.
2004	Moyen-Orient	Séminaire	Atelier régional de promotion de l'universalité de la Convention sur les armes chimiques (CAC), tenu à Malte		s.o.
2004	Libye	Séminaire	Visite d'assistance à la Libye	Assistance aux autorités libyennes à la rédaction de leur législation nationale et autres mesures administratives	s.o.
2004	Cambodge	Séminaire	Visite d'assistance bilatérale au Cambodge, faite en coopération avec le Royaume-Uni et l'OIAC		s.o.
2005	Iraq	Séminaire	2 ^e atelier régional de promotion de l'universalité de la CAC, tenu à La Haye, en coopération avec le		s.o.

			Royaume-Uni, les États-Unis et l'OIAC		
2005	Asie	Séminaire	Troisième réunion régionale des autorités nationales de la CAC en Asie, tenue en Iran		s.o.
2006	Asie	Séminaire	Quatrième réunion régionale des autorités nationales de la CAC en Asie, tenue en Indonésie		s.o.
2006	Iraq	Séminaire	3 ^e cours de formation sur la CAC pour les fonctionnaires irakiens, en coopération avec le Royaume-Uni, les États-Unis et l'OIAC		s.o.
2007	Philippines	Séminaire	Atelier industriel sur la mise en œuvre de la CAC, tenu à Manille, en coopération avec l'Australie et l'OIAC		s.o.
2007	Asie	Séminaire	Cinquième réunion régionale des autorités nationales en Asie, tenue en Jordanie (Amman)		s.o.
2007	Iraq	Séminaire	4 ^e atelier sur la CAC pour les fonctionnaires irakiens, tenu en Jordanie (Amman), en coopération avec le Royaume-Uni, les États-Unis et l'OIAC		s.o.
2008	Cambodge	Séminaire	Atelier national de sensibilisation sur les armes chimiques, tenu à Phnom Penh		s.o.

2008	Asie	Séminaire	Sixième réunion régionale des autorités nationales en Asie, tenue au Bangladesh (Dacca)		s.o.
2008	Laos	Séminaire	Atelier national de sensibilisation sur les armes chimiques, tenu à Vientiane		s.o.
2009	Japon	Séminaire	Conférence du G8 à Tokyo Enseignements retenus pour la gestion avancée de la menace biologique (BTEX)		s.o.
2009	Japon	Séminaire	Séminaire sur la CAC et la gestion de la sécurité des processus chimiques pour les États parties situés dans la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est		s.o.
2004	Asie	Séminaire	Séminaire asiatique sur la non-prolifération mettant l'accent sur la coopération maritime	Ce séminaire vise à amener les participants à : 1) étudier les procédures relatives aux activités maritimes de non-prolifération concernant les armes de destruction massive, leurs systèmes de livraison et leurs matières connexes, 2) établir des réseaux parmi les États participants, et 3) étudier le concept de l'ISP (Initiative de sécurité contre la prolifération). Dans l'exercice 2004, un total de 9 fonctionnaires du Cambodge (2), de l'Indonésie, de la Malaisie (2), des Philippines (2) et de la Thaïlande (2) ont participé.	s.o.
2004-	Asie	Séminaire	Cours de formation sur les améliorations relatives à la mise en œuvre des contrôles	Son but est d'encourager les participants à comprendre la signification des contrôles de sécurité des exportations et les tendances	s.o.

			de sécurité des exportations en Asie	<p>internationales en matière de non-prolifération, et de consolider leur capacité à introduire des systèmes de contrôle de sécurité des exportations dans un but de non-prolifération et à détecter la transaction concernée.</p> <p>Dans l'exercice 2004, 11 fonctionnaires de la Malaisie, des Philippines, de la Thaïlande (2), du Cambodge, du Laos, du Vietnam, du Myanmar (2), de la Chine et de la Mongolie ont participé.</p> <p>Dans l'exercice 2005, 5 fonctionnaires du Cambodge, de la Thaïlande (2), du Pakistan et du Myanmar ont participé.</p> <p>Dans l'exercice 2006, 10 fonctionnaires du Cambodge, de l'Indonésie, du Laos, de la Thaïlande, des Philippines, de la Malaisie, du Myanmar et du Vietnam ont participé.</p> <p>Dans l'exercice 2007, 5 fonctionnaires de la Thaïlande, de la Mongolie, du Vietnam (2) et de la Chine ont participé.</p> <p>Dans l'exercice 2008, 8 fonctionnaires de l'Indonésie (2), de la Thaïlande (2), du Vietnam, du Myanmar (2) et de la Mongolie ont participé.</p>	
2004-	Asie	Séminaire	Séminaires sur les contrôles des exportations en Asie	<p>Le but est de renforcer le régime de contrôle des exportations en Asie en échangeant et en partageant des connaissances et des informations sur le contrôle des exportations avec les fonctionnaires des pays asiatiques.</p> <p>[Indonésie]</p> <p>Il a eu lieu en Indonésie les 13 et 14 juillet 2004. Le Japon a détaché 5 experts et</p>	s.o.

			<p>84 fonctionnaires ont participé. [Philippines] Il a eu lieu aux Philippines le 16 juillet 2004. Le Japon a détaché 3 experts et 52 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Thaïlande] Il a eu lieu en Thaïlande le 5 août 2004. Le Japon a détaché 5 experts et 53 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Vietnam] Il a eu lieu au Vietnam le 12 août 2004. Le Japon a détaché 5 experts et 59 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Cambodge] Il a eu lieu au Cambodge le 12 janvier 2005. Le Japon a détaché 5 experts et 54 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Singapour] Il a eu lieu à Singapour du 25 au 27 janvier 2005. Le Japon a détaché 4 experts et 104 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Laos] Il a eu lieu au Laos le 7 février 2005. Le Japon a détaché 5 experts et 69 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Brunei] Il a eu lieu au Brunei le 28 mars 2005. Le Japon a détaché 3 experts et 28 fonctionnaires ont participé.</p> <p>[Pakistan] Il a eu lieu au Pakistan le 9 mai 2005. Le Japon a détaché 5 experts et 24 fonctionnaires ont participé.</p>	
--	--	--	---	--

2005-	Asie	Séminaire	Séminaire d'information de l'industrie	<p>Le but est de renforcer le contrôle effectif des exportations en Asie. Le séminaire procure aux entreprises (incluant des entreprises japonaises) présentes en Asie des connaissances et des informations sur la mise en œuvre du contrôle à l'exportation, et il les encourage à accélérer leurs propres efforts vers un contrôle effectif des exportations.</p> <p>Il s'est déroulé en ROK en février 2005, à Singapour en mai 2005, à Taïwan en mars 2006, à Hong Kong en septembre 2006, en Thaïlande et aux Philippines en février 2007, et à Singapour en juin 2007, en Inde en février 2008, en Malaisie en mars 2008, en Corée du Sud et en Indonésie en octobre 2008, à Hong Kong en décembre 2008, au Vietnam en août 2009, à Taïwan en septembre 2009, à Singapour en octobre 2009, en Indonésie en novembre 2009, et en Thaïlande en mars 2010.</p> <p>Le Japon a détaché 3 experts alors que 250 travailleurs ont participé en ROK 2005, 5 experts et 200 travailleurs à Singapour 2005, 7 experts et 300 travailleurs à Taïwan 2006, 6 experts et 150 travailleurs à Hong Kong 2006, 5 experts et 120 travailleurs en Thaïlande 2007, 5 experts et 100 travailleurs aux Philippines 2007, 5 experts et 300 travailleurs à Singapour 2007, 5 experts et 100 travailleurs en Inde 2008, 6 experts et 200 travailleurs en Malaisie 2008, 5 experts et 150 travailleurs en Corée du Sud, en Indonésie et à Hong</p>	s.o.
-------	------	-----------	--	--	------

				Kong 2008, 4 experts en présence d'environ 90 travailleurs au Vietnam 2009, 4 experts et 160 travailleurs à Taïwan 2009, 2 experts et 390 travailleurs à Singapour 2009, 5 experts et 150 travailleurs en Indonésie 2009, et 4 experts et 200 travailleurs en Thaïlande 2010.	
2003-	Asie	Séminaire	Séminaire sur la prévention et la gestion de crise face au terrorisme chimique et biologique	L'objectif de ce séminaire est de contribuer au renforcement des capacités des pays d'Asie visant à améliorer leur capacité de gestion des crises et de leurs conséquences en cas de terrorisme biologique et chimique, en invitant les fonctionnaires des ministères et agences chargés d'élaborer les politiques et de coordonner les actions en matière de contre-terrorisme et de gestion de crise, et en leur procurant les connaissances et l'expérience nécessaires pour planifier, élaborer et coordonner une politique complète relativement à la coopération internationale de contre-terrorisme et aux mesures nationales de CT. Le Japon a tenu ce séminaire de 2003 à 2007, recevant un total d'environ 150 stagiaires au cours des cinq ans. Des responsables du Brunéi, du Cambodge, de la Chine, de l'Indonésie, du Laos, de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande ont participé.	s.o.
2005-	Asie-Pacifique	Séminaire	Séminaire de promotion de l'accession aux conventions et protocoles internationaux de contre-terrorisme	Ce séminaire a pour but d'encourager les praticiens des pays situés dans la région Asie-Pacifique à approfondir leur connaissance des conventions et protocoles internationaux sur le contre-terrorisme , y	s.o.

				<p>compris la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et la Convention internationale pour la suppression du terrorisme nucléaire, et de faciliter leur accession rapide à ces conventions et protocoles.</p> <p>Des fonctionnaires du Brunéi, du Cambodge, de Fidji, de l'Indonésie, du Laos, de la Malaisie, du Myanmar, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande, du Timor-Leste et du Vietnam ont été invités à ce séminaire durant les exercices 2003 à 2008.</p>	
2006	Asie	Séminaire	Séminaire sur le renforcement de la sécurité nucléaire dans les pays d'Asie	<p>Le Japon et l'AIEA étaient les hôtes de ce séminaire, qui a été la première conférence internationale sur le thème de la sécurité nucléaire ayant lieu dans la région asiatique. Dans ce séminaire, les participants ont présenté un exposé et procédé à un échange d'opinions au sujet des mesures internationales aptes à assurer la sécurité nucléaire. Des fonctionnaires du Brunéi, du Cambodge, de l'Indonésie, du Laos, de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de la Thaïlande, de Singapour, du Vietnam, de la Chine et de la Corée ont participé.</p>	s.o.

1993-	Asie	Séminaire	Séminaire sur les contrôles des exportations en Asie	<p>Lancé en 1993, le séminaire vise à établir une meilleure compréhension commune de l'importance du contrôle à l'exportation. Il vise à renforcer le dispositif de contrôle à l'exportation dans les pays d'Asie.</p> <p>Dans le 17^e séminaire asiatique sur le contrôle à l'exportation en janvier 2010, 33 fonctionnaires du Bangladesh, du Brunéi, du Cambodge, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Laos, de Macao, de la Malaisie, de la Mongolie, du Myanmar, du Pakistan, des Philippines, du Sri Lanka, du Taipei chinois, de la Thaïlande et du Vietnam ont été invités.</p>	s.o.
2008-08	Asie	Séminaire	Séminaire régional sur la sécurité et sur les garanties nucléaires à Hanoï	<p>Le séminaire a eu lieu du 18 au 20 août 2008 à Hanoï (Vietnam). L'AIEA et le Japon ont été les hôtes de ce séminaire qui visait à accroître la sensibilisation des pays asiatiques sur les mesures les plus aptes à assurer les 3S (sauvegardes, sécurité et sûreté) de l'utilisation de l'énergie nucléaire. Des fonctionnaires du Vietnam, du Bangladesh, de l'Indonésie, du Laos, de la Malaisie, du Népal, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande ont participé. Les pays participants n'ont de l'expérience que dans l'utilisation des rayonnements, et l'étude sur l'introduction de l'énergie nucléaire vient tout juste d'être amorcée. Dans ce contexte, il était important pour le Japon de partager de façon générale ses connaissances et son expérience en matière des 3S avec des pays intéressés par l'introduction de l'énergie nucléaire.</p>	s.o.

Nouvelle-Zélande⁶

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (x 1 000 \$US)</i>	<i>Fonds engagés (x 1 000 \$US)</i>
Fédération de Russie	<p>Réfection de la sous-station d'électricité de Pouktich pour faire fonctionner l'installation de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye, dans la région de Kourgan</p> <p><i><u>N.B.</u> La Nouvelle-Zélande a contribué à ce projet par l'intermédiaire du Royaume-Uni</i></p>	<p>- Tous les arrangements ont été conclus entre la Russie, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'entrepreneur.</p> <p>- Les travaux de construction ont été achevés à la sous-station de Pouktich dans les limites du budget et un peu avant l'échéance fixée. La propriété en a été transférée à l'Agence fédérale de l'industrie (ex-Agence russe des munitions) le 30 novembre 2006.</p>	<p>2004-2005 : 772 \$US (1,2 M\$NZ)</p> <p>2005-2006 : 435 \$US (700 000 \$NZ)</p>	<p>2004-2005 : 772 \$US</p> <p>2005-2006 : 435 \$US</p> <p><u>TOTAL</u> : 1 207 \$US ont été transférés au Royaume-Uni pour le règlement de dépenses occasionnées par ce projet</p>

⁶ Mis à jour en juin 2010

Fédération de Russie	<p>Contribution à l'arrêt du réacteur nucléaire de Jelesnogorsk</p> <p><i>N.B. La Nouvelle-Zélande a contribué à ce projet par l'intermédiaire des États-Unis</i></p>	<p>- Entente entre la Nouvelle-Zélande et les États-Unis conclue le 27 juin 2006</p> <p><i>N.B. Les départements d'État et de l'Énergie ont fait savoir en février 2007 qu'ils avaient obtenu des fonds suffisants d'autres donateurs et du Congrès pour achever ce projet.</i></p>	2005-2006 : 311 \$US	2005-2006 : 311 \$US ont été transférés aux États-Unis pour ce projet le 30 juin 2006. Les fonds fournis par la Nouvelle-Zélande pour ce projet ont été dépensés.
Ukraine	<p>Contribution visant à aider l'Ukraine à lutter contre la contrebande nucléaire en améliorant sa capacité de détection</p> <p><i>N.B. La Nouvelle-Zélande a contribué à ce projet par l'intermédiaire des États-Unis</i></p>	<p>- Entente entre la Nouvelle-Zélande et les États-Unis conclue le 9 mai 2007. Les fonds seront consacrés au passage routier de Novoazovsk, à la frontière ukrainienne.</p>	2006-2007 : 497 \$US	2006-2007 : 497 \$US ont été transférés aux États-Unis le 1 ^{er} juin 2007.
Fédération de Russie	<p>Contribution au démantèlement d'un sous-marin nucléaire mis hors service dans l'Extrême-Orient russe.</p> <p><i>N.B. La Nouvelle-Zélande a contribué</i></p>	<p>- Entente conclue entre la Nouvelle-Zélande et le Comité. Les fonds ont été consacrés à la manutention et au traitement de déchets radioactifs liquides, et au traitement et à l'entreposage de déchets radioactifs solides produits durant le retrait du combustible du sous-marin Victor III et son démantèlement (coque n° 333)</p>	2007-2008 : 683 \$NZ (approx. 545 \$US)	2007-2008 : Les fonds de la Nouvelle-Zélande ont été transférés à ce projet après la conclusion de l'entente.

	<p>à ce projet par l'intermédiaire d'un comité constitué en vertu d'un accord entre les gouvernements du Japon et de la Fédération de Russie concernant la coopération pour la destruction d'armes nucléaires dans la Fédération de Russie (« le Comité »)</p>			
Kazakhstan	<p>Contribution à un projet piloté par les États-Unis pour aider à la détection à la frontière de la contrebande de matières nucléaires et radioactives au Kazakhstan.</p> <p><i>N.B. La Nouvelle-Zélande a contribué à ce projet par l'intermédiaire des États-Unis</i></p>	<p>- Les lieux où l'équipement de détection sera installé ont été choisis. Échéancier du projet à confirmer.</p>	<p>2008-2009 : 685 \$NZ (approx. 536 \$US)</p>	<p>2008-2009 : Les fonds néo-zélandais ont été transférés aux États-Unis après la conclusion de l'entente.</p>
Russie	<p>Contribution à un projet piloté par le Canada pour le financement d'équipement de</p>	<p>- Échange de lettres signées par les fonctionnaires après l'annonce du projet par les premiers ministres en avril 2010 à Ottawa. Les fonds doivent être transférés en juin 2010.</p>	<p>2009-2010 : 685 NZ (approx. 472 \$US)</p>	<p>2009-2010 : Les fonds néo-zélandais seront transférés au Canada en juin 2010.</p>

	<p>détection de radiations antivol pour une grande centrale nucléaire russe.</p> <p><i><u>N.B.</u> La Nouvelle-Zélande a contribué à ce projet par l'intermédiaire du Canada.</i></p>			
--	---	--	--	--

Norvège

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (06-03 – 06-10)</i>	<i>Fonds dépensés (06-03 -06-10)</i>
	Engagement total dans le cadre du PM : 100 millions €		98 486 millions €	92 386 millions €
	Démantèlement de sous-marins nucléaires et gestion du combustible épuisé			
Russie	Démantèlement de sous-marins	Le démantèlement de deux sous-marins nucléaires de la classe Victor II a été achevé en 2004. Un sous-marin de la classe Victor III a été démantelé en 2005. Un sous-marin de la classe Victor I a été démantelé en 2006-2007, grâce à une contribution de 200 000 € de la République de Corée. Le démantèlement du sous-marin 291 a été achevé en 2009 avec la coopération du Royaume-Uni.	26,2 millions €	26,2 millions €
Russie	Démantèlement de sous-marins et gestion de déchets radioactifs	Conversion au stockage terrestre de trois groupes réacteurs à triple compartiment entreposés dans des conditions de flottaison dans la baie de Saïda qui subsistent d'anciens projets de démantèlement de sous-marins financés par la Norvège. Achevé en 2009.	4,2 millions €	4 millions €
Russie	Coopération environnementale et militaire dans l'Arctique (AMEC)	Projet AMEC 1.8-2 Transport du sous-marin 291 Grimikha-Poliarni par navire de transport de lourdes charges. Septembre 2006.	3,2 millions €	3,2 millions €
	Sources radioactives			
Russie	Démantèlement de générateurs thermoélectriques à radio-isotopes (GTR)	Financement du retrait et du démantèlement de 180 GTR dans le secteur russe de la mer de Barents et financement de l'installation de sources d'énergie de remplacement. Le retrait devait être achevé en 2009 et le démantèlement, en 2010.	25,1 millions €	25,1 millions €
		Retrait et démantèlement de 71 GTR dans le secteur russe de la mer de Barents et installation de sources d'énergie de remplacement. Le retrait devait débuter en 2009 et être achevé en 2012-2013. La Finlande contribue au projet par l'intermédiaire de la Norvège, qui en assure la gestion.	2,5 millions €	400 000 €
	Sûreté et sécurité nucléaires et protection physique			

Russie	Amélioration de la sécurité des CN de Kola, Leningrad et Tchernobyl	Coopération continue à long terme	9,8 millions €	9 millions €
Russie	Protection physique du navire de stockage du CNU « Lotta »	Achevée	185 000 €	185,000 €
Russie	Projets d'infrastructure et de sécurité physique à la baie Andreïev	Développement de la protection physique (clôture active, alarmes, vidéosurveillance) des lieux (2006), documentation de la contamination du sol de la baie, réalisation de cartes topographiques, construction d'un nouveau chemin d'accès, d'installations de contrôle de l'accès et de locaux d'administration, de vestiaires et de logements, documentation de l'état matériel du quai et remise en état en 2007-2009. Construction d'une cantine et d'un centre de formation. Planification du développement des installations.	15,5 millions €	12,3 millions €
Initiatives multilatérales				
Russie	Contribution au créneau nucléaire du fonds de soutien du PEDS	Contribution totale promise : 10 millions €	10 millions €	10 millions €
Russie	Destruction d'armes nucléaires	Usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye (projet du Royaume-Uni)	400 000 €	400 000 €
Russie	Expertise en ADM	Contributions du CIST au budget de fonctionnement et d'administration	563 600 €	563 600 €

Norvège : Activités menées dans d'autres pays que la Russie et l'Ukraine dans le sens des objectifs du PM

<i>Période</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Type du projet⁷</i>	<i>Nom/énoncé sommaire du projet</i>	<i>Description du projet</i>	<i>Fonds⁸ engagés/dépensés</i>
2008-	Kazakhstan	Fourniture d'équipement	Assurer la sécurité de passages de la frontière au Kazakhstan (coop. par l'intermédiaire du département de l'Énergie américain)	Installation d'équipement de détection des matières radioactives aux passages de la frontière kazakhe (terrestres, maritimes et aériens)	837 600 \$US engagés

⁷ Veuillez indiquer les types d'activités, tels que les colloques, le renforcement des capacités, la fourniture d'équipement, la construction d'installations, la gestion matérielle, et en particulier la réorientation ou le recrutement de scientifiques et de techniciens.

⁸ Veuillez remplir cette colonne selon les circonstances. Pour les colloques et ateliers, l'information sur les fonds peut n'être pas aussi révélatrice pour les discussions du GTPM.

République de Corée⁹

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés</i>	<i>Fonds dépensés (janv.2005–déc.2009)</i>
Total des dépenses de la République de Corée : 3 700 000 \$US (10 697 962 \$US depuis 1998)				
Russie	Démantèlement de sous-marins nucléaires	La Corée a achevé le démantèlement de deux sous-marins nucléaires de la classe Victor et quatre de la classe Victor III. En 2009, elle a dépensé 250 000 \$US pour retirer le combustible d'un sous-marin nucléaire de la classe Victor III mis hors service. * en coopération avec le Canada, la Norvège et le Japon.	* Le montant de la contribution est fixé chaque année * Les fonds de 2010 n'ont pas encore été affectés à un usage précis	1 700 000 \$US
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique. Élimination de plutonium militaire	La Corée a financé la construction d'une centrale au combustible fossile pour remplacer des réacteurs modérés au graphite à Jelesnogorsk, en Russie * en coopération avec les États-Unis		750 000 \$US
Russie	Sécurité nucléaire et radiologique. Renforcement de la protection physique	La Corée a fourni des moniteurs-portiques pour véhicules et pour piétons en vue de la détection des radiations à une centrale nucléaire située à Maïak, en Russie. * en coopération avec le Canada		250 000 \$US
Russie et ex-URSS	Réorientation d'anciens spécialistes des armements	La Corée a adhéré au CIST en décembre 1997 et versé une contribution de 6 997 962 \$US à un programme de réorientation de scientifiques autrefois spécialisés dans les ADM. Ses contributions servent à financer 60 projets.		6 997 962 \$US (depuis 1998)

⁹ Mis à jour en juin 2010

Ukraine	Sécurité nucléaire et radiologique. Renforcement de la sécurité des matières nucléaires	La Corée a financé le transfert de sources hautement radioactives inutilisées de l'Institut de physique de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine à Kiev Randon. * en coopération avec les États-Unis		250 000 \$US
Ukraine	Sécurité nucléaire et radiologique. Deuxième ligne de défense	La Corée a fourni des moniteurs-portiques pour véhicules et pour piétons en vue de la détection des radiations à la frontière ukrainienne. * en coopération avec les États-Unis		300 000 \$US
Autres (Kazakhstan)	Sécurité nucléaire et radiologique. Deuxième ligne de défense	En 2009, la Corée a financé l'installation d'équipement de détection des radiations et de communication à l'aéroport international de Tchimkent. * en coopération avec les États-Unis		250 000 \$US
Autres (Afghanistan)	Biosûreté, biosécurité et non-prolifération des armes biologiques	En 2009, la Corée a financé l'installation d'équipement de biosécurité et parrainé un programme de formation à son maniement au laboratoire vétérinaire central en Afghanistan. * en coopération avec les États-Unis		200 000 \$US

Fédération de Russie

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés</i>	<i>Fonds dépensés (juin 2002-2010)</i>
Engagement total dans le cadre du PM : 2 milliards \$US				
Fédération de Russie	Démantèlement de sous-marins nucléaires	<p>198 sous-marins nucléaires sont mis hors service, soit 120 dans la région du Nord-Ouest et 78 en Extrême-Orient.</p> <p>D'ici la fin 2010, 192 SMN seront démantelés, soit 118 dans la région du Nord-Ouest et 74 en Extrême-Orient.</p> <p>6 SMN doivent être démantelés : 2 dans la région du Nord-Ouest et 4 en Extrême-Orient.</p> <p>16 navires de soutien nucléaires et 21 citernes d'entreposage de déchets radioactifs liquides doivent être démantelés après 2010.</p> <p>Réhabilitation de 4 bases côtières (sur la baie Andreïev et les baies Gremikha, Sisoeva et Kracheninnikova)</p>	669 M\$US (2002-2010)	618 M\$US
Fédération de Russie	Destruction d'armes chimiques	<p>Réalisation du programme fédéral ciblé — Destruction de stocks d'armes chimiques dans la Fédération de Russie :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les armes chimiques de catégorie 3 ont été totalement détruites (330 024 munitions chimiques non remplies, charges d'éclatement et charges propulsives). 2. Les armes chimiques de catégorie 2 ont été totalement détruites (3 844 munitions chimiques remplies de phosgène). 3. En décembre 2002, à l'usine de Gorni, la destruction des armes chimiques de catégorie 1 a débuté. En décembre 2005, la destruction de 1143,2 tonnes de substances toxiques a été achevée, soit 100 % des stocks d'armes chimiques de catégorie 1 conservés à cette usine. <p>- En décembre 2005, à l'usine de Kambarka, la destruction des armes</p>	2 G\$US (2002-2012)	5 G\$US

	<p>chimiques de catégorie 1 a débuté. En mars 2009, la destruction de 6 349 tonnes de substances toxiques a été achevée, soit 100 % des stocks d'armes chimiques de catégorie 1 conservés à cette usine.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En août 2006, l'usine de Maradikovski a entrepris la destruction des armes chimiques de catégorie 1. Au 1^{er} mai 2010, 4 873 335 tonnes d'armes chimiques de catégorie 1 avaient été détruites, soit 70,7 % des stocks d'armes chimiques de catégorie 1. - En septembre 2008, l'usine de Leonidovka a entrepris la destruction des armes chimiques de catégorie 1. Au 1^{er} mai 2010, 5 269 267 tonnes d'armes chimiques de catégorie 1 avaient été détruites, soit 76,5 % des stocks d'armes chimiques de catégorie 1. - En mars 2009, l'usine de Shchuch'ye a entrepris la destruction des armes chimiques de catégorie 1. Au 1^{er} mai 2010, 1 325 193 tonnes d'armes chimiques de catégorie 1 avaient été détruites, soit 24,3 % des stocks d'armes chimiques de catégorie 1. <p>4. Le 29 avril 2003, la Fédération de Russie a achevé la première étape de la destruction des armes chimiques de catégorie 1 (à l'usine de Gorni, dans l'oblast de Saratovskaïa, 400 tonnes de moutarde ont été détruites, soit 1 % de tous les stocks d'armes chimiques de catégorie 1).</p> <ul style="list-style-type: none"> - En avril 2007, la Fédération de Russie a achevé la deuxième étape de la destruction des armes chimiques de catégorie 1 (8 000 tonnes de substances toxiques ont été détruites, soit 20 % de tous les stocks d'armes chimiques de catégorie 1). <p>Le 26 novembre 2009, la Russie a achevé la troisième étape de la destruction des armes chimiques. 17 988,2 tonnes d'armes chimiques ont été détruites, soit 45,03 % de tous les stocks d'armes chimiques de catégorie 1.</p> <p>5. La construction des usines de Potchep et de Kizner est en cours, ainsi que l'augmentation des capacités de production des chaînes de destruction des armes chimiques aux usines de Maradikovski, Leonidovka et Shchuch'ye.</p>		
--	--	--	--

Suède¹⁰

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Domaine</i>	<i>État et activités du projet en 2009</i>	<i>Fonds alloués en 2009</i>
Géorgie	Non-prolifération nucléaire	Continuation de deux projets entrepris en 2008, à terminer en 2010. Contributions (1) au développement des capacités analytiques de la Géorgie en ce qui concerne le trafic illicite des matières nucléaires et radioactives et (2) à la mise sur pied d'une infrastructure de protection physique à l'Institut de physique et de son assemblage sous-critique.	200 000 €
Arménie	Non-prolifération nucléaire	Continuation de deux projets entrepris en 2008, à terminer en 2010. Contributions (1) à l'élaboration conceptuelle du système de comptabilisation des matières nucléaires de l'Arménie et (2) soutien de l'élaboration du système national de contrôle des exportations	100 000 €
Bélarus	Protection contre les radiations et non-prolifération nucléaire	Quatre projets entrepris en 2007 se sont poursuivis en 2009. Ils seront terminés en 2010. Ils concernent des contributions (1) à la formation à la lutte contre le trafic illégal de matières nucléaires et radioactives, (2) au contrôle de la qualité en radiologie médicale, (3) à la détection et à la réduction de l'exposition aux radiations émises par les matières radioactives d'origine naturelle et (4) à la récupération et réhabilitation de sites pour la conservation de matières radioactives dans les bases militaires soviétiques désaffectées.	110 000 €
Ukraine	Sûreté des réacteurs	La Suède est liée à l'Ukraine par un seul grand	650 000 €

¹⁰ Les projets inclus sont ceux qui étaient actifs en 2009

		<p>projet de coopération dans le domaine de la sûreté des réacteurs. Ce projet concerne le transfert de la méthode du « bilan périodique de sécurité » pour l'évaluation de la sûreté des réacteurs au propriétaire du secteur nucléaire ukrainien, Energoatom. La centrale nucléaire Iouchno-Ukrainsk sert de centrale pilote pour le projet entrepris en 2007, qui se poursuivra jusqu'en 2011 ou 2012.</p>	
Ukraine	Non-prolifération nucléaire	<p>La Suède coopère avec l'Ukraine dans le domaine de la non-prolifération nucléaire depuis 1992 et a été le premier partenaire de l'Ukraine dans le domaine nucléaire. En 2009, il y a eu des projets de coopération dans les domaines suivants : (1) amélioration du système national de contrôle des exportations, (2) fourniture de services et d'améliorations visant les systèmes de comptabilisation des matières nucléaires employés dans les quatre centrales nucléaires d'Ukraine, (3) soutien d'un module de formation à la comptabilisation des matières nucléaires à l'Université nationale de l'énergie et de l'industrie nucléaires à Sebastopol. (4) Une formation à la détection et à la prévention du trafic illégal a été donnée au personnel d'organismes de réglementation au Centre George Kouzmitch, à Kiev. En coopération avec l'Autorité finlandaise de sûreté radiologique, STUK, une aide a été apportée au Comité d'État de réglementation nucléaire d'Ukraine pour la rédaction d'un règlement concernant les inspections effectuées en vertu de l'accord de garanties de l'Ukraine et son protocole additionnel.</p>	450 000 €

Ukraine	Protection contre les radiations et protection civile	La Suède a apporté en 2009 un soutien concernant (1) la mise sur pied d'un système national de détection des radiations et (2) l'amélioration des systèmes de protection civile dans les régions voisines de centrales nucléaires. En outre, le travail préparatoire a été effectué en vue de quatre grands projets qui dureront jusqu'en 2013 dans les domaines suivants : (3) appui pour l'élaboration de stratégies et de programmes de décontamination des résidus de traitement de l'uranium dans les anciennes mines d'uranium soviétiques; (4) réduction des risques que présentent le radon et les radiations d'origine naturelle; (5) contrôle de la qualité des utilisations médicales des radiations et (6) protection contre les radiations des mineurs qui travaillent dans les mines d'uranium. Enfin, la Suède a contribué au (7) projet entrepris par la Finlande et le STUK concernant la livraison d'un véhicule de détection et d'analyse des radiations	175 000 €
Russie	Gestion des déchets nucléaires et radioactifs	Plusieurs projets ont été exécutés en 2009 dans le domaine de la gestion des déchets nucléaires et radioactifs. Le plus grand, et de loin, est celui dans lequel (1) SSM et Rosatom, en coopération avec des organismes spécialisés, élaborent une stratégie générale pour la manutention et la conservation des énormes quantités de combustible nucléaire épuisé qui existent en Russie. Cette stratégie inclut des calculs financiers et des montages pour le financement de systèmes de gestion basés sur l'application de procédés consistant, à divers degrés, à déposer le	150 000 €

		combustible nucléaire épuisé directement ou à le retraiter. En outre, des activités menées à l'usine de la baie Andreïev (2) contribuent à une opération multilatérale de décontamination et, au même endroit, (3) la Suède coopère avec les autorités russes pour l'aménagement d'un site d'enfouissement des déchets nucléaires de très bas niveau. Aux centrales nucléaires de (4) Leningrad et de (5) Kola, respectivement, la Suède aide à l'établissement de systèmes et de procédés et à la fourniture d'équipement pour la gestion des déchets nucléaires et radioactifs. En coopération avec les autorités russes, la Suède discute de (6) la législation russe visant les déchets nucléaires et de la classification des diverses catégories de déchets.	
Russie	Sûreté des réacteurs	En 2009, la Suède a continué de coopérer avec les centrales nucléaires de Leningrad et Kola concernant la sûreté des réacteurs. Dix projets ont été achevés ou étaient en cours à la centrale de Kola pour l'aide à la fourniture d'équipement essentiel à l'intégrité fonctionnelle de divers systèmes de sûreté, ainsi que d'équipement de protection contre les incendies, de surveillance et de détection rapide des pannes, des fuites, etc. Cinq projets ont été exécutés ou étaient en cours dans des domaines semblables à la centrale nucléaire de Leningrad en 2009. La plupart des projets ont été coordonnés ou exécutés en coopération avec la Finlande.	1500 000 €
Russie	Protection contre les radiations et protection civile	La Suède a fourni (1) un appui (équipement et formation) à des entités russes chargées de surveiller l'état des radiations dans les anciennes bases navales de la péninsule de Kola. En outre,	250 000 €

		une aide (2 et 3) a été fournie à la centrale nucléaire de Kola pour son contrôle dosimétrique interne et sa protection contre les radiations.	
Russie	Non-prolifération nucléaire	Quatre grands projets ont été exécutés en 2009; tous s'étendent sur plusieurs années et devraient donc se poursuivre en 2010 et 2011. En coopération avec Rosatom et TVEL, la Suède aide (1) la centrale mécanique Tchepetsk, à Glazov, à mettre au point un système de comptabilisation des matières nucléaires pour sa chaîne de production d'uranium naturel. En coopération avec Rosatom et Atomflot, à Mourmansk, (2) l'étude d'un système de protection physique pour le navire « Serebryanka » a été effectuée et le système sera installé ultérieurement, selon les fonds qui y seront consacrés. En outre, la Suède continue de coopérer avec (3) les autorités régionales et fédérales à la mise sur pied d'un système régional de lutte contre le trafic illicite dans la région de Mourmansk. En coopération avec des universités de la région de l'Oural et à Tomsk, (4) divers programmes d'éducation sont exécutés pour renforcer les connaissances dans le domaine de la non-prolifération nucléaire.	1300 000 €

Suisse

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (juill. 2002 - avr. 2009)</i>	<i>Fonds versés (juill. 2002 - avr. 2010)</i>
Russie	Shchuch'ye Système de surveillance des conditions de santé et d'hygiène dans la zone sanitaire.	L'accord de mise en œuvre a été signé en 2004. Le projet a été achevé en 2006.	500 000 €	500 000 €
Russie	Kambarka Reconstruction de la sous-station électrique 110/35/10 KV (équipement électrique industriel lourd).	L'accord de mise en œuvre a été signé en 2004. Le projet a été achevé en 2005 (ce projet a été cofinancé avec les Pays-Bas; la part des Pays-Bas était de 4 000 000 €).	1 600 000 €	1 600 000 €
Russie	Kambarka Reconstruction de la sous-station électrique 110/35/10 KV (équipement de contrôle et de commande).	L'accord de mise en œuvre a été signé en 2005. Le projet a été achevé en 2006.	1 600 000 €	1 600 000 €
Russie	Maradikovski Construction de la sous-station électrique 220/110/10 KV.	L'accord de mise en œuvre a été signé en 2006. Le projet a été achevé en 2006.	1 610 000 €	1 610 000 €
Russie	Leonidovka Construction de la sous-station électrique 110/35/10 KV.	L'accord de mise en œuvre a été signé en 2007. Le projet a été achevé en 2008.	1 910 000 €	1 845 000 €
Russie	Potchep Construction de la sous-station électrique 110/35/10 KV.	L'accord de mise en œuvre a été signé en 2008. Le projet a été achevé en 2009.	990 000 €	983 000 €
Russie	Financement de bureaux de Green Cross à Kirov, Penza et Potchep, et d'une partie du colloque annuel du Dialogue national à Moscou.	Le projet a été achevé en 2008.	2 715 000 €	2 620 000 €

Russie	Achat de 2 000 récepteurs radio d'urgence pour la population du voisinage de l'IDAC de Kambarka (financé par l'intermédiaire de Green Cross).	Le projet a été achevé en 2006.	13 000 €	13 000 €
Albanie	Financement d'inspections de stocks d'AC par l'OIAC.	Le projet a été achevé en 2006.	56 000 €	56 000 €
Albanie	Financement d'inspections effectuées par l'OIAC durant les activités de destruction.	Le projet a été achevé en 2007.	150 000 €	150 000 €

Ukraine

Projets actuellement envisagés par les États bailleurs de fonds du PM du G8

- Augmenter les capacités du détachement du Service ukrainien des gardes-frontières à prévenir le transport illégal des matières nucléaires sur les voies de communication internationales;
- Mettre hors service les installations d'irradiation, fournir la conservation en lieu sûr des sources de radiations ionisantes;
- Éditer et publier le guide photographique « L'entreposage de la ferraille et les radiations »;
- Améliorer les capacités de détection des autorités douanières ukrainiennes pour la prévention du trafic illicite des matières radioactives aux frontières et aux ports de mer;
- Assurer la protection physique des matières nucléaires hautement enrichies de catégorie I durant leur transport;
- Adapter et mettre en œuvre l'outil de recherche de classification et l'outil de recherche des entités restreintes en Ukraine;
- Publier un journal spécialisé et mettre au point et tenir le site Web « Sécurité et non-prolifération »;
- Étudier la méthodologie d'enquête criminelle sur la contrebande et le transfert illicite de matières nucléaires;
- Écrans de protection radiologique et système de surveillance en ligne du rayonnement ambiant pour la conservation des matières nucléaires au centre scientifique national appelé « Institut de physique et de technologie de Kharkov » de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine;
- Renforcer la protection physique des sources de radiations ionisantes au centre scientifique national appelé « Institut de Métrologie »;
- Augmenter les capacités de détection pour prévenir l'enlèvement illégal de matières radioactives aux points de contrôle des centrales électronucléaires en Ukraine, y compris l'entreposage de combustible nucléaire et de déchets radioactifs frais;
- Améliorer la protection antiterroriste des centrales électronucléaires ukrainiennes en exploitation;
- Appareil à rayons gamma polyvalent pour la détection des objets mobiles contenant des matières radioactives;
- Systèmes intégrés de contrôle et de surveillance automatiques et de non-distribution des matières radioactives;
- Système adaptatif intégré de surveillance des radiations pour la détection des menaces radiologiques.

Ukraine

<i>Nº</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
1.	Sécurité des sources radiologiques	Améliorer la sécurité aux installations	Commission de réglementa-	Commissi on de réglemen-	Du 16 au 20 avril 2007 – Tenue d'un séminaire sur les			168 845 \$US	

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	État : en cours	dotées de sources hautement radioactives	tion nucléaire d'État de l'Ukraine (CRNEU)	tation nucléaire américaine Fonds américain pour la non-prolifération et le désarmement	« Méthodes et équipements de recherche des sources orphelines »; 72 appareils ont été achetés - élaboration d'un programme d'entreposage de sources hautement radioactives.		16 500 \$US	(852 668 UAH) 16 500 \$US	150 000 UAH
2	Développement de la réglementation – Application du projet modèle de l'AIEA État :	Accélérer les progrès de l'Ukraine par rapport aux balises réglementaires définies dans le projet modèle de l'AIEA	CRNEU	AIEA, Commission de réglementation nucléaire américaine	- achat de matériel en août 2007 (PC, imprimantes, photocopieurs, appareils photo numériques, 86 articles en tout);		48 000	48 000	

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	en cours			Fonds américain pour la non-prolifération et le désarmement	Des séminaires ont été tenus à l'intention du personnel de la CRNEU		44 000	44 000 (2006)	
				Commission de réglementation nucléaire américaine	Des achats ont été effectués pour les inspections de la CRNEU en 2009 : - matériel pour PC - matériel dosimétrique - véhicules - services Internet		114 992 \$US 51 063 \$US 191 664 \$US 20 111 \$US	114 992 \$US 51 063 \$US 191 664 \$US 20 111 \$US	
3	Développement de la	Enregistrer les sources	CRNEU	Département	-achat de matériel informatique pour		112 000	130 177 (2005-2007)	2 037 592 (UAH)

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	<p>réglementation – Accélération de la mise sur pied du registre des sources radioactives</p> <p>État : achevé</p>	<p>hautement radioactives conformément aux directives de l'AIEA.</p>		<p>d'État américain</p> <p>Fonds pour la non-prolifération et le désarmement</p>	<p>le registre des sources radioactives;</p> <ul style="list-style-type: none"> - adaptation du logiciel RAIS aux normes nationales, soutien et modernisation du logiciel du système automatique « Register »; - séminaire de formation pour le personnel du registre d'État des sources radioactives. <p>Conformément au protocole conclu entre la Commission américaine du désarmement nucléaire et la CRNEU, depuis avril 2008, la Commission</p>				2005-2007

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
					américaine du désarmement nucléaire fournit du logiciel pour le système automatique « Register ».				
4	Développement de la réglementation -- Personnel des bureaux régionaux de la CRNEU État : en cours	Améliorer les capacités d'inspection et de répression par l'accroissement du personnel aux bureaux régionaux de la CRNEU.	CRNEU		Les bureaux régionaux de la CRNEU ont été dotés en personnel (80 membres du personnel, sur 96 nommés)		Le projet a été exécuté sans contribution des donateurs		1 338 075 (UAH)
5	Protection des sources orphelines et vulnérables État : en cours	Enlèvement des sources épuisées hautement radioactives (SEHR) des installations d'entreprises ukrainiennes	Ministère des Situations d'urgence et CRNEU	Allemagne	Quatre contrats ont été signés et sont en voie d'exécution avec les entreprises spéciales RADON (Lviv, Kharkov, Donetsk, Dnipropetrovsk)	1 500 000 € + 0,16 M UAH	1 500 000 €	196 520,6 €	0,07 M UAH

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
		insolvables.							
		Retrait de SEHR des locaux de l'Institut de physique (Kiev)	Ministère des Situations d'urgence	États-Unis	Le contrat est signé et le projet est en voie d'exécution.	306 820,0 \$US + 0,2 M UAH	306 820,0 \$US	203 943,0 \$US	0,08 M UAH
		Création de la « cellule chaude » mobile	Ministère des Situations d'urgence	Commissariat à l'énergie atomique de France	Le contrat est signé pour la création d'une « cellule chaude » mobile	80 780 € + 0,1 M UAH	80 780 €	-	0,03 M UAH
		Fourniture d'équipement d'analyse moderne pour les SEHR et orphelines	Ministère des Situations d'urgence	France	Le contrat et la liste des fournitures sont signés	191 035 € + 0,03 M UAH	191 035 €	-	0,02 M UAH
		Retrait de SEHR des	Ministère des Situations	États-Unis	Conformément à l'accord conclu	6 M UAH			

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
		locaux d'Electron-gas	d'urgence		avec les États-Unis, le ministère des Situations d'urgence d'Ukraine a mis au point et approuvé avec la Commission d'État de réglementation nucléaire d'Ukraine le plan d'activités pour l'emballage et le transport de sources radiologiques retirées des locaux d'Electron-Gas.				
6	Aide à la création de nouvelles installations d'élimination des déchets radioactifs État : en cours	Améliorer les capacités d'élimination de déchets radioactifs de l'Ukraine de sorte que toutes les sources radioactives désaffectées	Ministère des Situations d'urgence	Royaume-Uni	Recherches techniques et économiques organisées sur les sources radiologiques épuisées hautement radioactives en Ukraine.	49 970 milliers d'UAH	37 530 milliers d'UAH	370 milliers d'UAH)	

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
		<p>puissent être transportées en lieu sûr et ne pas faire l'objet de trafic.</p> <p>Création d'un entrepôt centralisé pour les SEHR de l'Ukraine. Mise au point d'un avant-projet, fourniture d'avis d'expert à l'État à ce sujet</p>	<p>Enterprise RADON</p>	<p>Ministère de l'Énergie et du Changement climatique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</p>	<p>Le protocole d'entente entre le MSU et le DECC est signé. La conception du projet d'entrepôt est achevée, le contrat est signé et en voie d'exécution</p>	<p>1 674 824,0 £ + 35 M UAH</p>	<p>2,1 M£ (les contrats sont signés à hauteur de 322 297,0 £)</p>	<p>160 885,0 £</p>	<p>2.5 M UAH</p>
		<p>Achèvement de la construction de l'entrepôt pour les SEHR retirées des</p>	<p>Ministère des Situations d'urgence</p>	<p>États-Unis</p>	<p>Le contrat est signé.</p>	<p>-</p>	<p>(D'après le contrat) 750 000 \$US</p>	<p>À préciser</p>	<p>À préciser</p>

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
		locaux d'Electron-Gas Renforcement de la sûreté des SEHR orphelins chez les entreprises ukrainiennes RADON	Ministère des Situations d'urgence	États-Unis	Cinq contrats ont été achevés avec des entreprises spéciales Radon de Kiev, Odessa, Lviv, Kharkov et Dnipropetrovsk	2 225 000 \$US + 0,3 M UAH	2 225 000 \$US	1 089 158,96 UAH	0,1 M UAH
7	Amélioration de la capacité de détection aux ports de mer (II ^e étape) État : en cours	Améliorer la capacité du SCSU et du SBGS à détecter et saisir tout lot ou cargaison de matières nucléaires et radioactives aux ports de mer	Service douanier d'État d'Ukraine (SCSU) et Service de gardes-frontières d'État d'Ukraine (SBGS)	États-Unis	<u>SCSU</u> -fourniture d'équipement radiologique permettant d'assurer le bon contrôle douanier et radiologique des marchandises reliées aux ADM et soumises au contrôle des exportations; - formation au maniement de l'équipement, à la base de l'école des	2 500 000 \$US	2 500 000 \$US	1 092 887	L'Ukraine n'en est pas chargée

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
					<p>douanes et du service douanier côtier.</p> <p><u>SBGS</u> - étude de la fourniture d'équipement permanent nécessaire de contrôle des rayonnements aux ports de mer commerciaux d'Odessa, d'Illitchivs'k, de Marioupol, de Berdiansk et de Sebastopol; - préparation d'études détaillées pour l'installation.</p>	3 500 000	3 500 000	800 000 \$US (fourniture d'équipement radiolo-gique)	
8	Améliorer la capacité de détection à la frontière bélarussienne	Réduire le risque de trafic illicite de matières nucléaires et radioactives aux	SCSU SBGS	AIEA (fonds du Canada)	- instruments techniques CT-30 pour le contrôle douanier livrés aux services douaniers à la frontière	528 340	528 340	528 340	L'Ukraine n'en est pas chargée

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	État : achevé	passages routiers et ferroviaires de la frontière ukraino-bélarussienne.			ukraino-bélarussienne pour l'interception du trafic illicite (notamment des endoscopes, des appareils de détection de la contrebande, des miroirs d'inspection, des distomètres au laser, des densimètres « BusterK910B »); - formation du personnel organisée.				
9	Améliorer la capacité de détection à la frontière ukraino-russe État : en cours	Réduire le risque de trafic illicite de matières nucléaires et radioactives aux passages routiers et	SCSU SBGS	États-Unis	- instruments techniques CT-30 pour le contrôle douanier livrés aux services douaniers à la frontière ukraino-russe pour l'interception du	3 000 000 \$US	3 000 000 \$US	104 650 \$US	L'Ukraine n'en est pas chargée

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
		ferroviaires de la frontière ukraino-russe.			trafic illicite (notamment des endoscopes, des appareils de détection de la contrebande, des miroirs d'inspection, des distomètres au laser, des densimètres « BusterK910B »); <u>SBGS</u> - les besoins concernant l'installation d'équipement de contrôle permanent des radiations ont été étudiés; - l'installation d'un système de contrôle des radiations a été achevée aux postes de Loujanka et Novoazovsk, et aux aéroports de Borispol et			2 000 000 \$US	

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
					d'Odessa. - l'installation de systèmes de contrôle des radiations à Dovgansk, Izvarine et Ilovaïsk en est à l'étape finale.				
10	Accroître la sécurité aux frontières vertes (frontière ukraino-biélorussienne) État : en cours	Réduire le risque de trafic illicite de matières nucléaires et radioactives à la frontière entre les États	SBGS	États-Unis	- L'Agence de réduction des menaces du département de la Défense des États-Unis a approuvé l'avant-projet : - l'étude des besoins et l'appel d'offres pour la fourniture de l'équipement de contrôle permanent des radiations nécessaire et d'autres instruments techniques se poursuivent.	2 500 000 \$US	350 000 \$US		L'Ukraine n'en est pas chargée

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
11	Améliorer la sécurité maritime et les capacités d'interdiction Statut : terminé	Accroître les capacités d'interdiction et de détection de l'Ukraine dans la mer Noire et réduire le risque de trafic illicite de matières nucléaires et radioactives.	SBGS	Suède	- équipement fourni; - personnel formé.	120 000 €	120 000€	110 000€	L'Ukraine n'a pas cette responsabilité
12	Assistance juridique pour renforcer les poursuites intentées en cas de contrebande de matières nucléaires. Statut : en cours	Veiller à ce que toute affaire de contrebande de matières nucléaires fasse l'objet de poursuites appropriées.	Un groupe de travail a été établi entre le Verhovna Rada et le service de sécurité de l'Ukraine (SSU)	OSCE, ONUDC (Fonds des États-Unis)	En mai 2007, le Parlement ukrainien (Verhovna Rada), à l'instigation du SSU, a apporté des changements à l'article 265 du Code criminel de l'Ukraine (concernant l'utilisation illégale de matières radioactives) pour renforcer les		Un soutien financier a été fourni en totalité en 2008.	Soutien fourni sous forme de financement pour l'organisa-tion du séminaire international en Ukraine et don de données d'analyse par l'ONU DC. À cet égard, les États-Unis considèrent la	-

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
					<p>sanctions (les délits mentionnés dans cet article peuvent aboutir à la contrebande de matières nucléaires).</p> <p>Durant le séminaire international tenu à Kiev en mars 2008, l'ONUSD a fourni à l'Ukraine les documents sur « certaines questions liées aux activités d'établissement des lois sur les matières radioactives et la responsabilité pour leur utilisation illicite. » Les propositions présentées durant le séminaire font</p>			réalisation de ce projet entièrement financé.	

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
					encore l'objet d'un examen par les autorités ukrainiennes.				
13	Parrainer la coopération internationale dans le domaine de l'analyse nucléo-légale. Statut : La mise en oeuvre n'est pas commencée	Assurer la participation de l'Ukraine au groupe de travail technique international en matière de contrebande des matières nucléaires (ITWG).	Comité national de la réglementation nucléaire d'Ukraine (CNRNU), Académie nationale des sciences d'Ukraine (Institut des recherches nucléaires de Kiev)	Suède	Les experts de l'Institut des recherches nucléaires n'ont pas participé au groupe de travail.	9 000 € par année	-	-	-
14	Formation à la lutte contre la corruption et mise sur pied du SCSU et du SBGS Statut : En	Pour réduire l'influence de la corruption sur le SCSU et le SBGS ainsi que ses effets sur les programmes	SCSU SBGS	UE Allemagne Suède	En 2007, le personnel du SCSU a participé : -au séminaire de la mission de l'UE sur la loi administrative dans le domaine de				

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	cours	d'assistance à la non-prolifération.		États-Unis	la lutte contre la corruption; - à la mission de l'UE sur la lutte contre la corruption avec la participation d'un expert à court terme sur les questions liées à la lutte contre la corruption; - à une étude au Centre européen G.C. Marshall d'études pour la sécurité (Allemagne), études avancées sur la sécurité (PASS 07-7). <u>SBGS</u> Le SBGS, conjointement avec la société américaine « Challenges of millenium » s'efforce	11 003 126 \$US	11 003 126 \$US	environ 300 000\$US	L'Ukraine n'a pas cette responsabilité

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
					activement d'établir un nouveau bureau d'enquête pilote dans la structure du SBGS; des tables rondes ont été organisées; les fondements normatifs et juridiques de l'activité du bureau ont été établis.				
15	Formation de lutte contre la corruption et programme de perfectionnement pour les autorités d'État ukrainiennes chargées de protéger les matières nucléaires. Statut : Aucun	Réduire le niveau de corruption des autorités d'État ukrainiennes qui s'occupent de neutraliser les menaces de prolifération et de terrorisme nucléaires.	Centre technique et scientifique d'importation et d'exportation de technologies, de matériel et de matériaux spéciaux (CTS)	-	L'ébauche de projet sur la prévention de la corruption au sein des autorités d'État pour 2007-2008 a été élaborée conjointement avec le SCSU et le SBGS.	230 000 \$US	-	-	-

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
16	Création de ressources permettant l'identification de matières nucléaires en vrac au moyen d'analyses destructives (nucléaires et chimiques) et en utilisant des appareils d'analyse de pointe au Centre scientifique national de l'Institut de physique et de technologie de Kharkov. Statut : Les consultations sur la réalisation du projet sont en cours	Obtenir des mesure précises et complètes sur les propriétés, les caractéristiques et le contenu isotopique des matières nucléaires composées en vrac qui sont situées au Centre scientifique national de l'Institut de physique et de technologie de Kharkov.	Académie nationale des sciences de l'Ukraine (Centre scientifique national de l'Institut de physique et de technologie de Kharkov)	Japon	La délégation d'experts du Japon s'est rendue en Ukraine en mars 2009. Au cours de cette visite, les délégués ont discuté des aspects techniques, financiers et juridiques de la réalisation du projet. La décision sur la réalisation des projets (n°s 16, 17) a été signée le 28 décembre 2009.	900 000 €	2 000 000\$US		

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
17	Extension des services et de la maintenance du système de protection du périmètre au Centre scientifique national de l'Institut de physique et de technologie de Kharkov. Statut : Les consultations sur la réalisation du projet sont en cours.	Garantir un fonctionnement fiable du système de protection du périmètre existant au Centre scientifique national de l'Institut de physique et de technologie de Kharkov pour une période prolongée.	Académie nationale des sciences de l'Ukraine (Centre scientifique national de l'Institut de physique et de technologie de Kharkov)	Japon		400 000 €			
18	Introduction de mesures internationales unifiées sur la protection physique des sites de stockage	Amélioration du système de protection physique de la station anti-pestes de Crimée et	Ministère de la Protection de la santé d'Ukraine	UE	La délégation d'experts de l'UE a visité les installations ukrainiennes susmentionnées en novembre 2008. La position sur la mise en œuvre du projet devrait être communiquée par l'UE.				

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépensés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	des agents biologiques pathogènes (renforcement du système de protection physique de la station anti- peste de Crimée et de la station sanitaire épidémiologique régionale de Khmel'nitski). Statut : La mise en œuvre n'est pas commencée	de la station sanitaire épidémiologique régionale de Khmel'nitski.							
19	Améliorer la protection physique des isotopes entreposés à l'entreprise industrielle	Améliorer la protection physique des sources radioactives et de l'installation des cellules	Entreprise industrielle nationale d'Ukraine IZOTOP Ministère de la Politique	Allemagne	L'entente sur la mise en œuvre du projet a été adoptée le 29 décembre 2009	5 800 000 €	5 800 000 €	-	-

<i>N°</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>But du projet</i>	<i>Bénéficiaire ukrainien</i>	<i>États donateurs</i>	<i>Activités du projet</i>	<i>Fonds estimatifs de l'Ukraine</i>	<i>Fonds déclarés</i>	<i>Fonds des donateurs reçus (dépendés) en Ukraine</i>	<i>Fonds dépensés par l'Ukraine</i>
	nationale d'Ukraine IZOTOP Statut : L'entente sur la réalisation du projet est adoptée.	chaudes	industrielle d'Ukraine						

Royaume-Uni

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Description du projet</i>	<i>État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre</i>	<i>Fonds engagés (06-02 - date) X 1000</i>	<i>Fonds versés (06-02-date) X 1000</i>
	Engagement total à l'égard du PM		Jusqu'à 750 000 \$US	309 000 £
			Les nombres ci-dessous sont en livres britanniques	Les nombres ci-dessous sont en livres britanniques
	Démantèlement des sous-marins nucléaires et gestion du combustible nucléaire irradié			
Russie	<p>Baie d'Andreïev (ancienne base de la marine russe) La base technique côtière de la baie d'Andreïev dans le Nord-Ouest de la Russie est une ancienne installation navale située à environ 40 kilomètres de la frontière norvégienne. Près de 22 000 assemblages de combustibles nucléaires irradiés (comprenant environ 30 tonnes de CNI) sont stockés dans de très mauvaises conditions dans trois unités de stockage à sec (USS), qui étaient à l'origine des réservoirs servant à l'entreposage des déchets radioactifs liquides. Depuis plusieurs années, le Royaume-Uni et d'autres donateurs collaborent afin d'élaborer une stratégie et de mettre en place l'infrastructure nécessaire pour permettre l'enlèvement écologique, économique et rapide</p>	<p>Remarque : outre le montant des subventions pour les projets de la baie d'Andreïev énumérés ci-dessous, le Royaume-Uni a alloué quelque 17 M£ pour les coûts de gestion des projets et les conseils techniques demandés par la Russie</p>		

	<p>des CNI de la baie d'Andreïev, pour un éventuel transfert vers l'installation de retraitement à Maïak, en Russie. Ce problème technique de taille a été aggravé par la complexité et le piètre état du site et de son infrastructure. Les donateurs russes et internationaux se sont entendus sur une stratégie exhaustive et une solution technique qu'ils ont ensuite avalisées en avril 2007. Cet important accord stipule que l'infrastructure et les installations de manipulation du CNI seront en place d'ici 2014, après quoi le processus de l'enlèvement du CNI pourra commencer.</p> <p>Pendant la durée du Partenariat mondial, jusqu'à 70 millions de livres pourront être engagées par HMG pour les travaux dans la baie d'Andreïev en partenariat avec d'autres pays donateurs.</p> <p>Les consultants en gestion de projet Nuvia Ltd fournissent des services de gestion de projet et de soutien technique pour le compte de DECC, pour les tâches et les projets suivants :</p>			
Russie	<p>Contrats avec l'exploitant du site, l'entreprise d'État unitaire fédérale SevRAO :</p>	<p>Depuis 2002, un total de six tâches individuelles a été confié à des entreprises extérieures par SevRAO afin de préparer le site pour les activités futures ayant trait principalement à l'enlèvement du CNI. Ces travaux sont maintenant terminés et ont jeté les assises pour le début de la phase de construction. La Suède a cofinancé certains de ces travaux. L'installation d'un bouclier biologique horizontal au-dessus des unités de stockage à sec 2A et 2B est maintenant terminée.</p> <p>Un appel d'offres ouvert a été lancé afin de sélectionner</p>	5 147	5 147

		l'entrepreneur principal pour les projets financés par le Royaume-Uni sur le site. L'Institut Kourtchatov a été sélectionné et s'est vu attribuer le premier contrat pour la mise en place de B154. Plus récemment, l'Institut Kourtchatov a obtenu le contrat pour les travaux d'amélioration radiologique de l'unité de stockage à sec 3A.		
Russie	Accord-cadre avec l'entreprise d'État fédérale unitaire SevRAO	L'Accord-cadre a été établi avec SevRAO aux termes duquel un certain nombre de tâches sont exécutées sur émission de commandes. On compte désormais 44 commandes distinctes concernant les travaux réalisés pour soutenir la stratégie d'élimination des combustibles nucléaires irradiés. Les principaux secteurs visés par ces commandes sont : la préparation du site, la conception et la gestion de la stratégie sur les CNI et le soutien, en tant qu'exploitant du site, des principaux projets de construction.	6 777	6 300
Russie	Accord-cadre avec le Centre fédéral de sécurité nucléaire et radiologique (CFSNR)	L'Accord-cadre a été établi en septembre 2008 et comprend actuellement 13 commandes individuelles, principalement liées à la gestion et au soutien technique pour les projets de conception et de mise en œuvre. Une de ces commandes porte uniquement sur la construction d'un nouveau bâtiment sur le site (B154) qui servira d'atelier et de centre de réparation et qui constitue la première nouvelle construction d'envergure sur le site. Un autre important contrat accordé en 2009 vise l'installation d'un bouclier biologique horizontal au-dessus de l'unité de stockage à sec 3A, ce qui permettra la construction en toute sécurité de la future installation de manipulation de CNI.	12 600	5 900
Russie	Contrat avec le CFSNR afin d'apporter du soutien à Rosatom pour le groupe directeur technique de la baie d'Andreïev.	Le contrat est maintenant terminé et les travaux de soutien ont été transformés en commandes aux termes de l'accord-cadre CFSNR.	45 6	42 3

Russie	Installation de stockage intermédiaire de combustible nucléaire irradié d'Atomflot, à Mourmansk	La construction a été achevée en septembre 2006 et l'installation a été inaugurée officiellement en septembre 2006. Cinquante châteaux de transport TUK-120 ont été fabriqués et livrés en 2008. Rosatom a commencé à remplir les châteaux de transport avec du combustible nucléaire irradié dangereux de « Lotta » et 15 châteaux de transport remplis ont été placés dans l'installation de stockage intermédiaire.	20 800	20 800
Russie	Démantèlement de sous-marins nucléaires au chantier naval Zvezdotchka	Des sous-marins de classe Oscar n° 605 et 606 sont maintenant complètement démantelés et chaque bâtiment forme une unité à trois compartiments. Le projet a été terminé avant l'échéance prévue et le budget a été respecté.	10 800	10 800
Russie	Lot de documentation pour le démantèlement des sous-marins n° 605 et 606 de la classe Oscar 1	Le projet a été terminé avant l'échéance prévue et le budget a été respecté.	480	480
Russie	Éléments d'infrastructure pour appuyer le démantèlement des sous-marins 605 et 606 de la classe Oscar 1	Les projets d'infrastructure soutenaient le démantèlement des sous-marins et l'amélioration du chantier naval. Ils sont maintenant terminés	144	144
Russie	Documentation pour le Victor au chantier naval de Nerpa	Préparation et validation de la documentation pour le démantèlement du sous-marin n° 296 de la classe Victor III. Financé conjointement par la Norvège sous la direction du Royaume-Uni. Achevé en respectant le budget et en avance par rapport au calendrier.	300	300
Russie	Démantèlement du Victor au chantier naval de Nerpa	Démantèlement du SMN n° 296 de la classe Victor III à Nerpa. Achevé en respectant le budget et avant l'échéance.	2 950	2 950
Russie	Infrastructure du Victor	Le Royaume-Uni a financé divers projets d'infrastructure destinés à améliorer les conditions environnementales et de travail au chantier naval de Nerpa. Ces derniers comprennent la fourniture d'équipements de surveillance des rayonnements et de ventilation ainsi que des supports et conteneurs de stockage des déchets radioactifs solides. Ces travaux sont maintenant tous terminés.	461	461

Russie	Démantèlement du Novembre au chantier naval de Nerpa	Le démantèlement du SMN n° 291 de la classe Novembre au chantier naval de Nerpa a été financé conjointement par la Norvège sous la direction du Royaume-Uni. Les travaux sont maintenant terminés.	1 969	1 969
		Remarque : pour tous les projets de démantèlement de sous-marins, le Royaume-Uni a dépensé jusqu'ici quelque 2,62 M£ pour les coûts associés à la gestion de projets et au soutien technique.		
Russie	Accord de coopération environnementale et militaire dans l'Arctique (ACEMA)	Projets visant à : récupérer et traiter le polystyrène utilisé pour la flottabilité; élaborer des technologies de transport sûres (construction de flotteurs), le dernier projet concerne la surveillance radioécologique du sous-marin nucléaire B-159 qui a coulé. De nouveaux projets visant à traiter les enjeux communs de la Marine de la Fédération de Russie et du Royaume-Uni peuvent être élaborés à condition que la Fédération de Russie prenne un nouvel engagement constructif. Remarque : Le Royaume-Uni aura dépensé 4,36 M£ pour la gestion des projets et les conseils techniques dans le cadre de l'ACEMA d'ici la fin de mars 2010.	3 860	3 860
Russie	Stockage de combustible nucléaire irradié à Maïak	Le Royaume-Uni a financé une étude de faisabilité et la réhomologation d'une installation de stockage de combustible irradié à Maïak pour qu'elle puisse recevoir des châteaux de transport de combustible nucléaire irradié TUK 108 en provenance de la baie d'Andreïev, de Gremikha et d'autres endroits du Nord-Ouest de la Russie.	324	324
Russie	BERD (Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale)	Le « Comité des opérations » du fonds s'est réuni en 2006 et a autorisé quelques projets prioritaires préliminaires (Lepse, à Gremikha et Andreïev) avant l'achèvement d'une stratégie détaillée de décaissement (le Plan directeur	10 000	18 673 (contribution du Royaume-Uni)

		stratégique). La BERD et le Groupe d'experts de l'AIEA ont organisé un atelier le 12 avril pour discuter de la Phase II du Plan directeur stratégique et de la coordination des projets subventionnés par le fonds, les projets bilatéraux étant financés par des pays donateurs du PM. Le Royaume-Uni a remis un versement supplémentaire au fonds de 8,6 M£ en mars 2010 pour les projets de la baie d'Andreïev.		avec la BERD)
	Sécurité nucléaire et protection physique			
Russie	Sécurité nucléaire et protection physique	Des stages de formation en sécurité nucléaire à l'intention du personnel de sécurité aux premières lignes en Russie, en ex-URSS et dans le monde entier. En russe ou en anglais. Jusqu'à six cours seront offerts en 2010.	1 863	1 290
Russie	Amélioration de la sécurité nucléaire et de la protection physique, Institut Nikiet, à Moscou	Le projet de protection physique pour les bâtiments de l'Institut NIKIET est terminé; l'étape de la durabilité de 3 ans vient d'être amorcée.	2 500	2 400
Russie	Amélioration de la sécurité nucléaire et de la protection physique Institut Karpov d'Obninsk	Programme de protection physique à l'Institut de physique-chimie Karpov d'Obninsk. Le projet est à 99 p. 100 terminé et l'étape de la durabilité vient d'être amorcée.	2 300	2 130
Russie	Amélioration de la sécurité nucléaire et de la protection physique sur le site de Gatchina de l'Institut Radium	Amélioration de la sécurité nucléaire et de la protection physique sur le site de Gatchina de l'Institut Radium. Évaluation des soumissions commencée en mars 2009; contrat signé et approvisionnement en cours. Achèvement des travaux prévu pour mars 2011.	1 200	228
Russie	Amélioration de la sécurité nucléaire et de la protection physique à l'Institut de physique et d'ingénierie de Moscou	Première phase de construction du périmètre de sécurité interne terminée à l'été 2008. Deuxième phase en cours, achèvement des travaux prévu pour l'été 2010.	1 996	1 628
Russie	Institut Kourtchatov	Programme de protection matérielle au deuxième site de l'Institut Kourtchatov à Moscou. Projet terminé et début de l'étape de la durabilité de 3 ans.	766	746

Russie	Amélioration de la sûreté nucléaire et de la protection physique, Institut de génie électrique et physique, Obninsk	Programme de protection physique à l'Institut d'Obninsk. Première phase, y compris la remise en état du système de contrôle d'accès, terminée au printemps 2009. Deuxième phase, y compris la remise en état du périmètre terminée au printemps 2010. Début de l'étape de la durabilité.	5 200	4 843
Russie	Amélioration de la sûreté nucléaire et de la protection physique, entreprise de l'État fédéral Atomflot	Programme de protection physique, renforçant la sécurité de la zone nucléaire interne sur le site d'Atomflot. Terminé à l'été 2008. Fait l'objet d'un contrat de durabilité sous la supervision du département de l'Énergie des États-Unis.	3 200	3 200
Ex-URSS	Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA	Quatre millions de livres supplémentaires allouées en mars 2009 au Fonds de sécurité de l'AIEA. Les projets en cours comprennent : améliorations des installations pour les déchets radioactifs au Tadjikistan (qui devront être terminées d'ici l'été 2010) et au Kazakhstan (terminé à l'été 2009), et du périmètre de sécurité de la centrale nucléaire arménienne (achèvement des travaux prévu pour le printemps 2010). D'autres occasions de coopération sont prévues afin d'appuyer les missions du SCIPP et les initiatives de sécurité nucléaire dans le monde entier.	6 750	2 750
Russie	Programme de durabilité	Un programme de durabilité d'une durée de trois ans est présentement en cours d'élaboration pour cinq instituts (Institut de génie électrique et physique, Nikiet, Karpov, Kourtchatov, Radium) y compris le soutien pour l'inventaire des pièces de rechange, la formation en entretien, et la sensibilisation à la durée de vie.	1 500	
Ex-URSS : (Russie, Ukraine, Lituanie, Arménie), Bulgarie, Slovaquie, Roumanie	Programme de sûreté nucléaire	Depuis que le Programme de sûreté nucléaire a été relancé en 2003-2004, 292 propositions de projets ont été examinées. Au total, 139 projets ont été approuvés et 102 contrats ont été attribués. Des détails sont indiqués ci-dessous pour chaque pays.	14 400	14 400

Russie	Programme de sûreté nucléaire	23 contrats octroyés pour un montant total de 3,262 k€.		
Ukraine	Programme de sûreté nucléaire	13 contrats octroyés pour un montant total de 2,111 k€.		
Ukraine	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl et fonds pour le déclassement des centrales (contribution du Royaume-Uni)	Le Royaume-Uni a versé des sommes importantes au Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl et au Fonds de sûreté nucléaire géré par la BERD.	40 000	40 000
Ukraine	Sécurité nucléaire et protection physique Complexe Vecteur 2	Le Royaume-Uni s'est engagé à financer l'étape de conception du projet de stockage centralisé des sources de combustible irradié de haute activité au complexe Vecteur 2. L'étape de la construction est financée en collaboration avec l'UE.		
	Compétences en matière d'ADM			
Russie	Programme de partenariat pour les villes/centres nucléaires fermés : facilitation de l'emploi des anciens employés du secteur de l'armement en Russie, et programmes pilotes menés parallèlement au Kazakhstan, en Ukraine, en Ouzbékistan, en Arménie, en Géorgie et au Bélarus.	Programme d'aide à l'investissement, de formation, de partenariats commerciaux et d'aide au développement économique bien lancé dans cinq villes nucléaires fermées de Russie (Sarov, Seversk, Snejinsk, Jelesnogorsk, Ozersk) et, dans les divers instituts de physique nucléaire de Kourtchatov, Almati, Kharkov, Kiev, Sebastopol, Tatchkent, Samarkand, Ierevan, Tsibili et Minsk. Grâce à la signature d'un protocole d'entente entre le Royaume-Uni et la Fédération de Russie et aux relations de travail étroites avec le CIST et le CUST, ce programme contribue considérablement aux efforts visant à éliminer la menace que représentent les scientifiques et les techniciens du secteur nucléaire qui sont au chômage ou sous-employés. Depuis le mois de mars 2010, environ 110 projets concernant la Russie et 75 concernant la CEI, financés par le Royaume-Uni, sont en cours de réalisation et environ	23 400	21 600

		3 000 emplois seront créés pendant la durée des contrats et des projets. Plus de 55 % d'entre eux sont destinés aux anciens scientifiques et techniciens du domaine nucléaire.		
Arrêt de la production de plutonium de qualité militaire - Jelesnogorsk				
Russie		Contribution au programme piloté par les États-Unis qui est destiné à mettre fin à la production de plutonium de qualité militaire en remplaçant la capacité de production d'énergie du réacteur de Jelesnogorsk par une centrale alimentée au combustible fossile en construction à Sosnovoborsk.	11 500	11 500
Aide au déclassement du réacteur à neutrons rapides à Aktaou				
Kazakhstan		Collaboration avec le département de l'Énergie des États-Unis pour mener à bien des projets de formation et d'ingénierie visant à assurer une fermeture sûre et irréversible du réacteur BN350 à Aktaou et son déclassement ultérieur, de même que l'évacuation et le stockage du combustible nucléaire irradié, du métal liquide de refroidissement et d'autres matières radioactives et dangereuses.	5 100	5 100
Russie	Destruction des armes chimiques, Shchuch'ye - Infrastructure			
	1. Construction d'une voie ferrée allant du site de stockage d'armes chimiques à l'installation de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye pour le compte du Canada.	La voie ferrée, dont la construction s'est terminée en décembre 2008, est maintenant utilisée pour le transport des munitions entre le site de stockage et l'installation de destruction (Canada 17,9 M€ et NTI 0,58 M\$US).		

	<p>2. Mise en oeuvre d'autres projets d'infrastructure en appui à l'installation de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye pour le compte du Royaume-Uni, du Canada et d'autres donateurs.</p>	<p>2. Approvisionnement en eau : construction de 3 puits et installation de pipelines jumeaux de 9 km achevées en février 2003 : 2,2 M£, financement par le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni a mis en oeuvre plusieurs projets visant à fournir une alimentation fiable en énergie électrique pour l'installation de destruction des armes chimiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Royaume-Uni (5 M£), la République tchèque (0,05 M£), l'UE (0,9 M£) et la Norvège (1,5 M£) ont fourni de l'équipement pour la sous-centrale de Chouchenskaïa en 2004. - Le projet visant à remettre en état la sous-centrale électrique de Pouktich a été achevé en 2006 en respectant le budget et légèrement avant l'échéance. La Nouvelle-Zélande a versé 0,7 M£ et le Royaume-Uni, 0,2 M£. - L'équipement pour achever la sous-centrale électrique de Chouchenskaïa et l'infrastructure connexe a été livré en octobre 2007. La construction et l'installation de l'équipement ont été terminées en janvier 2009. Ce projet a été financé par le Royaume-Uni (5,14 M£), la Belgique (0,1 M£), la République tchèque (0,2 M£), l'Union européenne (2 M£), la Finlande (0,55 M£), l'Irlande (0,02 M£), les Pays-Bas (2,4 M£), la Norvège (0,3 M£) et la Suède (0,4 M£). <p>Le contrat pour le système de sonorisation financé par le Canada (1,2 M£) et permettant d'alerter rapidement les résidents d'un incident causé par des armes chimiques a été terminé en septembre 2008.</p> <p>Les travaux pour le projet de communications intersites, financés par le Canada (1,7 M£) ont été menés à bien en octobre 2007.</p> <p>Cette réalisation améliorera les communications entre les installations de stockage et de destruction à Shchuch'ye.</p>	<p>2 200</p> <p>5 000</p> <p>200</p> <p>5 140</p>	<p>2 200</p> <p>5 000</p> <p>200</p> <p>5 140</p>
--	---	---	---	---

	<p>Destruction d'armes chimiques – Achat d'équipement : Acquisition du principal équipement de traitement destiné au second bâtiment de destruction des munitions de Shchuch'ye pour le compte du Canada, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la France et d'autres donateurs.</p>	<p>La plus grande partie de cet équipement a été financée par le Canada. L'acquisition, la livraison et le soutien pour l'installation du four pour le traitement de pièces métalliques ont été effectués en 2008, et financés par le Royaume-Uni (5,05 M£), les Pays-Bas (1,07 M£) et l'Irlande (0,06 M£). La livraison des réacteurs catalytiques (Canada – 6,7 M£) a été effectuée en février 2007. Les équipements clés de la chaîne de traitement (Canada - 9,7 M£) ont été livrés en juillet 2008. Cinq autres ensembles d'équipement sont terminés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensemble 1 – Matériel standard et non standard (Canada – 4,5 M£) terminé en août 2009. - Ensemble 2 – TTB et échantillon (Canada – 2,73 M£) terminé en décembre 2008. - Ensemble 3 – Analyseurs de gaz (Canada – 2,3 M£), terminé en décembre 2008. - Ensemble 4 – Épurateur de type Venturi (Canada – 0,2 M£) terminé en décembre 2008. - Ensemble 5 – consiste en 7 contrats distincts pour l'approvisionnement en matériel spécialisé pour l'édifice 1A (4,4 M£) financé par la France (3,1 M£) et le Royaume-Uni (1,3 M£). <p>Tous les articles ont été livrés en janvier 2009, à l'exception d'un seul, en novembre 2009.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre de commande des moteurs pour l'usine de production de molybdène (Royaume-Uni – 0,16 M£) et ventilateurs d'extraction (Royaume-Uni 0,64 M£) terminés en 2009; livraison sur le site prévu en 2010. 	<p>£</p> <p>5 050</p> <p>1 300</p> <p>160</p> <p>640</p>	<p>£</p> <p>5 050</p> <p>1 300</p> <p>122</p> <p>570</p>
--	--	---	--	--

Ex-URSS et autres pays	Non-prolifération des armes biologiques et autres projets d'expertise sur la réorientation des armes de destruction massive			
Géorgie	Réorientation des chercheurs/renforcement des capacités; étape de la durabilité	Le programme de l'IIP (deux projets pluriannuels) visant à aider l'Institut de l'immunité des plantes (IIP) à bâtir un avenir durable pour le secteur agricole géorgien, un élément clé, de même qu'à mettre sur pied un centre de premier plan afin d'offrir des conseils sur la santé des plantes et des récoltes dans la région. L'aide comprend du financement pour les études des maladies des plantes et des cultures, les rénovations et le renouvellement de l'équipement, la formation en gestion et la planification stratégique.	818	818
	Programme de mobilisation des chercheurs en sciences biologiques; biosécurité/biosûreté; étape de la durabilité	Le programme GG18 est un projet de virologie d'une durée de 3 ans qui appuie le programme multipathogène de l'Agence de réduction de la menace de la défense; il porte sur la surveillance des maladies, le développement des outils de diagnostic et la formation. Le programme a débuté en janvier 2010.	464	39
	Étude sur la réaction immunitaire à la maladie du charbon	Travaux au Centre national de lutte contre la maladie et de santé publique de la Géorgie à Tbilissi afin d'étudier la réaction immunitaire des patients ayant reçu différents types de vaccins.	23	6

Tadjikistan	Réorientation des chercheurs en sciences biologiques/Programme de mobilisation; renforcement des capacités : surveillance de l'arbovirus.	Le projet comprendra la surveillance complexe des foyers naturels d'arbovirus sur le territoire de la République du Tadjikistan. Le projet a débuté en février 2010.	290	144
	Réorientation des chercheurs en sciences biologiques/programme de mobilisation; renforcement des capacités : Étude sur la malaria	Étude complexe des moustiques porteurs de la malaria et de leurs ennemis naturels, élaboration de mesures de régulation du nombre de moustiques dans le sud du Tadjikistan. Le projet a débuté en janvier 2010.	290	138
Kirghizistan	Programme de mobilisation des chercheurs en sciences biologiques; renforcement des capacités	Formation sur la manipulation sécuritaire et l'isolation des virus provenant d'échantillons prélevés sur le terrain; élaboration subséquente de techniques de diagnostic. Première étape du projet terminée. Un autre projet d'un an (échantillon prélevé sur le terrain) devrait débiter à l'été 2010.	130	50
	Programme de mobilisation des chercheurs en sciences biologiques; renforcement des capacités	Prévention de la transmission des maladies infectieuses par les rivières transfrontalières du sud du Kirghizistan en ayant pour objectif d'assurer la sécurité bactériologique dans la vallée du Ferghana. Financé en partenariat avec le Canada	177	177
Iraq	Programme de mobilisation des chercheurs en sciences biologiques; renforcement des capacités	Valeur ajoutée au programme de renforcement des capacités de l'Iraq.	170	115
Azerbaïdjan				
	Formation en biosûreté	Élaboration et dispense d'un cours pilote sur la biosûreté NSB2 à Bakou.	54	54
Autre	Réorientation des chercheurs en sciences biologiques/et mobilisation; renforcement des capacités; formation, etc.	Soutien de différentes initiatives et activités de non-prolifération biologique en ex-URSS et ailleurs.	3 700	3 700

ÉTATS-UNIS

PROGRAMMES EN RUSSIE, EN UKRAINE ET DANS D'AUTRES PAYS DE L'EX-URSS

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
GRAND TOTAL			8 413 692 \$	7 792 001 \$
DÉPARTEMENT DE L'ÉNERGIE DES ÉTATS-UNIS			4 641 945 \$	3 713 794 \$
Russie et Ukraine	Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire (IMRMN) vise à réduire et à protéger les matières nucléaires et radiologiques dans les lieux civils partout dans le monde.	Le renforcement de la sécurité sur des sites supplémentaires est achevé; les générateurs thermoélectriques radio-isotopiques sont sécurisés et les sources radioactives isolées ont été récupérées. L'élaboration d'un combustible à base d'uranium faiblement enrichi pour permettre la conversion des réacteurs de recherche russes et fournis par les Russes utilisant actuellement du combustible à base d'uranium très enrichi se poursuit. La Russie a reçu d'autres pays du combustible à base d'uranium très enrichi d'origine russe. Le réacteur WWR-M en Ukraine a été converti à l'uranium faiblement enrichi. Des améliorations ont été apportées et d'autres sont en cours sur différents sites en Ukraine.	202 464 \$	128 395 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Autres pays de l'ex-URSS		Projet d'élimination du combustible épuisé BN 350 : Le contrat est passé entre l'entrepreneur du Kazakhstan chargé de l'intégration et la Russie pour la fabrication du château de transport prototype. Le renforcement de la sécurité sur des sites supplémentaires est achevé; les générateurs thermoélectriques radio-isotopiques sont sécurisés et les sources radioactives isolées ont été récupérées. Le réacteur VVR-SM à Tatchkent, en Ouzbékistan, a été converti à l'uranium faiblement enrichi. Améliorations achevées et travaux en cours en : Azerbaïdjan, au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.	142 406 \$	183 391 \$
Russie et Ukraine	Protection des matières et coopération sur le plan international : programme Deuxième ligne de défense : Évaluation des risques et de la vulnérabilité des installations nucléaires; installation d'équipement moderne pour remédier à la vulnérabilité; formation et équipement pour soutenir les améliorations apportées ainsi que l'installation d'équipement de détection des rayonnements pour détecter la contrebande de matières nucléaires ou radiologiques. Installation d'équipement de détection des rayonnements pour repérer la contrebande de matières nucléaires ou radiologiques et, les années précédentes, la modernisation de ProForce.	Sécurisation de centaines d'ogives nucléaires et de centaines de tonnes de matières nucléaires dans environ 8 % des sites de stockage d'armes nucléaires et de charges militaires qui suscitent des préoccupations, dont 50 sites de la marine russe, 25 sites russes abritant les forces des fusées stratégiques, un douzième du site principal de la direction, deux sites Rosatom, 16 sites civils, 4 sites en Ukraine et 172 bâtiments. Installation de l'équipement de détection des rayonnements dans 160 sites en Russie et 6 en Ukraine.	2 172 446 \$	1 768 391 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Autre pays de l'ex-URSS	Protection des matières et coopération sur le plan international : Soutien de l'initiative de protection des matières nucléaires, de contrôle et de reddition de comptes à cet égard et programme Deuxième ligne de défense qui permet d'installer de l'équipement de détection des rayonnements pour repérer la contrebande de matières nucléaires ou radiologiques.	Des améliorations relatives à la protection des matières nucléaires, à leur contrôle et aux mécanismes de reddition de compte ont été apportées à 9 sites et 11 édifices dans six pays autres que la Russie et l'Ukraine. De l'équipement de détection des rayonnements a été installé dans un total de 47 sites et de 19 mégaports à l'extérieur de la Russie et de l'Ukraine.	123 953 \$	84 483 \$
Russie et Ukraine	Non-prolifération et sécurité internationale : Contrôles des exportations, réorientation des chercheurs, démantèlement des ogives et soutien de l'infrastructure nucléaire.	Transparence en ce qui concerne le démantèlement des ogives et des matières fissiles : Coopération avec les instituts russes pour élaborer des technologies liées à la transparence des procédures de démantèlement. Contrôle des exportations : Des projets sont en cours pour améliorer la délivrance des licences d'exportation, les démarches de sensibilisation du gouvernement à l'égard de l'industrie et l'interdiction de biens à double usage.	108 672 \$	68 859 \$
Autres pays de l'ex-URSS (Kazakhstan, Kirghizistan, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Tadjikistan, Turkménistan)	Non-prolifération et sécurité internationale : Contrôle des exportations, garanties internationales.	Contrôle des exportations (Kazakhstan, et autres) : Projets en cours pour améliorer la délivrance des licences d'exportation, les démarches de sensibilisation du gouvernement à l'égard de l'industrie ainsi que l'interdiction des biens à double usage. Renforcement de la sécurité des réacteurs nucléaires civils, notamment en offrant de la formation. Les améliorations de base à la sécurité sont terminées dans la centrale arménienne.	14 987 \$	32 840 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Russie	Élimination de la production de plutonium de qualité militaire : Construction de centrales alimentées au combustible fossile afin de permettre la fermeture des trois réacteurs russes de production de plutonium de qualité militaire à Seversk et à Jelesnogorsk.	Seversk : La chaudière 5 a été expédiée. La construction de la ligne de chauffage du Nord a débuté. Arrêt des réacteurs avant les échéances en avril 2008 et en juin 2008. Jelesnogorsk : La modification du bâtiment de la chaudière a commencé ainsi que l'installation des chaudières 1 et 2. L'approbation concernant le déclassement de l'ADE-2 a été obtenue. Date estimée de fermeture des réacteurs : décembre 2010. Contributions reçues du Canada, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande et de la République de Corée.	1 132 310 \$	990 107 \$
Russie	Élimination du plutonium : Conformément à l'entente conclue entre les États-Unis et la Russie sur l'élimination et la gestion du plutonium, les deux pays s'engagent à éliminer 34 tonnes métriques de plutonium de qualité militaire excédentaire. Les États-Unis se sont engagés à fournir une contribution de 400 M\$ afin de soutenir le programme russe, selon la disponibilité des autorisations budgétaires futures, et la Russie a accepté de financer la différence.	Le 13 avril 2010, les États-Unis et la Russie ont signé un protocole portant amendement à l'entente de 2000 sur l'élimination et la gestion du plutonium, aux termes duquel chaque pays s'engage à éliminer au moins 34 tonnes métriques de plutonium de qualité militaire excédentaire, une quantité suffisante pour 17 000 armes nucléaires.	319 182 \$	64 688 \$
Régions de l'ex-URSS	Programme de coopération nucléaire international : Action concertée globale visant à améliorer la sécurité des centrales nucléaires en ex-URSS grâce à des projets conjoints dans huit pays eurasiens.	Soutenir les efforts de l'Ukraine en vue de diversifier ses combustibles grâce au programme de certification des combustibles nucléaires de l'Ukraine et l'acheminement de 42 assemblages de combustibles; appuyer la validation et la mise en oeuvre de procédures d'exploitation en cas d'urgence fondées sur les symptômes; favoriser un transfert de technologie afin d'assurer la sécurité des opérations et le développement des capacités d'analyse de la sécurité. Contribuer au démantèlement du réacteur BN-350 à Aktaou, au Kazakhstan.	124 488 \$	168 177 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Russie	Transparence à l'égard de l'uranium très enrichi : Surveillance de la conversion de 500 mégatonnes d'uranium très enrichi russe provenant d'armes nucléaires démantelées en uranium faiblement enrichi qui sera utilisé dans des réacteurs nucléaires américains	Surveillance de la conversion d'environ 345 mégatonnes sur les 500 mégatonnes prévues d'uranium très enrichi en uranium faiblement enrichi au cours de l'exercice 2008, soit l'équivalent d'après l'AIEA de près de 13 800 armes nucléaires. Achèvement prévu pour 2013.	125 772 \$	108 793 \$
Russie et Ukraine	Initiatives mondiales de réduction de la menace nucléaire : Les initiatives contribuent aux efforts de non-prolifération en empêchant le transfert de l'expertise en matière d'armes de destruction massive à des entités terroristes et aux États voyous. Le programme sollicite la participation des anciens chercheurs en ADM et du personnel technique, afin de mettre à profit leur expertise à des fins pacifiques et favorise l'établissement de normes de non-prolifération parmi ces chercheurs, leur permettant de s'intégrer à des groupes plus vastes du monde des sciences et des affaires. L'Initiative sur les villes nucléaires (IVN) a contribué à réduire les installations russes excédentaires visées par le programme sur les armes nucléaires et a été achevée en 2006.	Les initiatives ont permis d'engager plus de 16 000 employés (60 % ayant une expérience ou de l'expertise en matière d'ADM) dans plus de 180 usines de fabrication des ADM en ex-URSS. Les activités liées aux initiatives ont permis de créer près de 5 000 emplois en ex-URSS, engendrant ainsi plus de 21 millions \$ en revenus et 250 millions \$ en investissement privé en ex-URSS grâce aux résultats des projets du programme aux États-Unis et en ex-URSS.	166 212 \$	108 038 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Autres pays de l'ex-URSS (Arménie, Bélarus, Kazakhstan)	Initiatives mondiales de réduction de la menace nucléaire : L'initiative contribue aux efforts de non-prolifération en empêchant le transfert de l'expertise en matière d'armes de destruction massive à des entités terroristes et aux États voyous. Le programme sollicite la participation des anciens chercheurs en ADM et du personnel technique, afin de mettre à profit leur expertise à des fins pacifiques et favorise l'établissement de normes de non-prolifération parmi ces chercheurs, leur permettant de s'intégrer à des groupes plus vastes du monde des sciences et des affaires.	Les initiatives ont permis d'engager plus de 16 000 employés (60 % ayant une expérience ou de l'expertise en matière d'ADM) dans plus de 180 usines de fabrication des ADM en ex-URSS. Les activités liées aux initiatives ont permis de créer près de 5 000 emplois en ex-URSS, engendrant ainsi plus de 21 millions \$ en revenus et 250 millions \$ en investissement privé en ex-URSS grâce aux résultats des projets du programme aux États-Unis et en ex-URSS.	9 053 \$	7 632 \$
DÉPARTEMENT DE DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS			3 015 303 \$	3 417 557 \$
Russie	Coopération environnementale et militaire dans l'Arctique : Projets exécutés en coopération avec le programme quadrilatère (Royaume-Uni, Russie, Norvège, États-Unis) pour réduire au minimum les risques écologiques découlant des activités militaires menées dans l'Arctique. Le département de la Défense est l'organisme responsable de ce volet, en coopération avec le département de l'Énergie, le département d'État et l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis.	Les projets comprennent : flottabilité et transport sûr des sous-marins nucléaires déclassés vers des sites de démantèlement, technologies d'assèchement des châteaux de transport du combustible nucléaire irradié, surveillance radioécologique sur les sites de traitement des déchets radioactifs.	7 956 \$	6 495 \$
Ex-URSS, Régional	Programme international de lutte contre la prolifération	Les projets comprennent de l'éducation et de la formation sur la lutte contre la prolifération des ADM offertes par le département de la Défense, le FBI et les équipes interagence du département de la Sécurité interne pour l'application de la loi et les autorités frontalières en ex-URSS.	43 356 \$	40 862 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
PROGRAMMES DE RÉDUCTION CONCERTÉE DE LA MENACE DU DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE			2 963 991 \$	3 370 200 \$
Russie	Élimination des armes offensives stratégiques : Destruction des systèmes stratégiques de vecteurs d'armes nucléaires dans le cadre du traité START, des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et de leurs puits de lancement ou lanceurs mobiles, des missiles balistiques lancés par sous-marin (SLBM) et de leurs lanceurs, ainsi que des sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire et de leurs réacteurs.	Les projets actuels comprennent : élimination de tous les missiles SS-24 terminée en 2008. Activités continues visant à éliminer les lanceurs mobiles sur route SS-25, les missiles SS-25, les missiles et les systèmes de vecteurs nucléaires SS-19/18 ainsi que les lanceurs. La Russie et le Canada continuent de coordonner leurs efforts en vue d'éliminer les SNLE de type Typhoon et Delta III.	407 971 \$	703 816 \$
Ukraine	Élimination des armes nucléaires stratégiques : Élimination des systèmes stratégiques de vecteurs d'armes nucléaires	Continue de soutenir l'entreposage sécuritaire de 160 moteurs-fusées à propergol solide de missiles balistiques intercontinentaux SS-24 démantelés et continuera de verser du financement pour les corps de propulseurs vides une fois que l'Ukraine aura retiré le propergol.	13 833 \$	77 001 \$
Russie	Sécurité des sites de stockage des armes nucléaires : Renforcement de la sécurité, de la sûreté et du contrôle des armes nucléaires stockées.	Les installations de renforcement de la sécurité des sites ont été achevées à la fin de l'année civile 2008. Les activités pour soutenir les systèmes devraient se poursuivre au cours des prochaines années.	452 008 \$	600 697 \$
Russie	Sécurité du transport des armes nucléaires : Renforcement de la sécurité et de la sûreté des armes nucléaires pendant leur transport.	Le projet permet d'envoyer environ 48 chargements d'ogives nucléaires dans des sites de stockage ou des installations de démantèlement sécuritaire chaque année, en collaboration étroite et constructive avec le ministère de la Défense de la Russie. Les activités devraient se poursuivre au cours des prochaines années.	208 417 \$	170 913 \$
Régional	Contacts dans les milieux de l'armée et de la défense : Milieux américains et eurasiens de l'armée, de la défense et d'autres spécialistes de la sécurité.	Consultations bilatérales en matière de défense, visites et échanges, parrainage d'exercices et équipes de contact itinérantes notamment pour accroître la coopération en matière de non-prolifération.	53 274 \$	42 239 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Régional	Appui aux programmes : Dépenses liées au soutien administratif et la prestation d'avis, aux vérifications et aux examens.	Soutien continu de six bureaux en ex-URSS, coûts liés à l'exécution des projets et appui externe pour les conseils et l'aide.	103 854 \$	106 766 \$
Régional	Programme de réduction de la menace biologique : Regrouper et sécuriser les résultats de la recherche et de la collecte d'agents pathogènes dangereux, accroître la capacité à détecter, à diagnostiquer et à signaler les attaques bioterroristes ainsi que les pandémies potentielles, catalyser les relations dans le domaine de la recherche stratégique et, s'il y a lieu, éliminer les technologies à double usage excédentaires ainsi que l'infrastructure des armes biologiques. Ces projets visent à prévenir la prolifération des technologies, des agents pathogènes et de l'expertise liés aux armes biologiques, ainsi qu'à lutter contre le bioterrorisme.	Russie : Le gouvernement russe n'a pu surmonter son aversion pour la signature d'une entente sur la réduction de la menace biologique. La mise en oeuvre de la réduction de la menace biologique est régie par un protocole d'entente entre les États-Unis et le CIST qui prévoit les protections nécessaires, les exceptions et les droits en matière de vérification et d'examen. Poursuite d'un engagement limité dans le cadre de programmes de recherche en biologie et de projets sur la biosûreté et la biosécurité. Autres pays de l'ex-URSS : Des projets de réduction de la menace biologique se poursuivent en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Ukraine, en Ouzbékistan et au Kazakhstan. Le programme de réduction de la menace biologique de la Géorgie se remet des revers connus à la suite de son conflit récent avec la Russie et est entré en service opérationnel en octobre 2008. Les programmes de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan ont connu quelques retards en raison de problèmes bureaucratiques. Le programme de l'Arménie a été mis en oeuvre en 2008. Une expansion du programme dans d'autres pays de l'ex-URSS et des pays non membres de celle-ci est prévue par l'entremise du programme de défense des années futures (FYDP).	706 030 \$	598 219 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Ukraine	Initiative de prévention de la prolifération des armes de destruction massive : Les projets fournissent des capacités terrestres et maritimes complètes pour détecter et interdire les ADM et les matières connexes à la frontière moldave et le long de la mer Noire. Une assistance limitée est apportée à la frontière interne de la zone à risque de Tchernobyl.	Projet visant à fournir de l'équipement, de la vérification et de la formation à la frontière avec la Moldavie. Projet visant à développer des capacités de détection et d'interdiction des ADM le long de la côte de la mer Noire et dans les ports. Une évaluation du secteur de patrouille du service des gardes-frontières d'État dans la zone d'exclusion de Tchernobyl.	108 043 \$	79 456 \$
Régional (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan)	Initiative de prévention de la prolifération des armes de destruction massive : Les projets fournissent de l'équipement aux postes frontaliers et de la formation pour empêcher le trafic transfrontière illicite.	Aider l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à détecter et à interdire le trafic illicite d'ADM le long de leur frontière sur la mer Caspienne et dans les eaux adjacentes. Au Kazakhstan, on a mis fin au projet le long de la frontière de la mer Caspienne et en Ouzbékistan, l'installation du moniteur-portique a été interrompue en raison d'un manque de coopération.	193 952 \$	149 464 \$
Russie	Programme d'élimination des armes chimiques : Construction d'une installation de destruction des armes chimiques à Shchuch'ye pour les ogives de missiles, l'artillerie de roquettes et les bouches à feu d'artillerie portables et remplies d'agents neurotoxiques.	Les travaux de construction à Shchuch'ye sont presque terminés et une des deux installations a commencé la destruction des armes chimiques en mars 2009.	716 609 \$	841 628 \$
DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS ET AUTRES ORGANISMES			756 444 \$	660 650 \$
Russie	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Les projets actuels comprennent les suivants : programme de conformité interne, outil d'identification des produits, ciblage et gestion des risques pour détecter les expéditions à haut risque.	12 089 \$	170 137 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Ukraine	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Les projets actuels comprennent les suivants : programme de conformité interne, acquisition d'équipement de détection/d'inspection, identification des produits pour les agents des douanes et autres types de formation pour ces derniers et les gardes-frontières afin qu'ils soient en mesure d'inspecter, de détecter et d'identifier les articles visés par les mesures de non-prolifération.	11 539 \$	
Autres pays de l'ex-URSS	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Les projets soutiennent la rédaction et la mise en œuvre de lois et de règlements en matière de contrôle des exportations et procurent de l'aide concernant l'octroi de licences, renforcent l'application de la loi, fournissent des formations à l'industrie pour le respect de la conformité et l'équipement connexe.	146 985 \$	

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Régional (Russie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Tadjikistan, Ukraine et Ouzbékistan)	<p>Initiative de réduction de la menace mondiale Le programme sur les centres de sciences réoriente d'anciens scientifiques du secteur de l'armement par l'entremise du Centre international des sciences et de la technologie (CIST, Moscou) et du Centre de la science et de la technologie de l'Ukraine (STCU, Kiev).</p> <p>Le programme de réorientation des biochimistes fait participer d'anciens scientifiques spécialisés dans les armes chimiques et biologiques à des initiatives de réorientation privilégiant la durabilité. Des projets de recherche civils sont entrepris en collaboration avec des experts techniques du gouvernement américain ainsi que le département de la Santé et des Services sociaux, le département de l'Agriculture et l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis.</p> <p>L'initiative sur la bio-industrie transforme d'anciennes grandes installations soviétiques de production d'armes biologiques à des fins civiles dans le domaine de la biotechnologie et fait participer d'anciens membres du personnel travaillant dans le secteur des armes à des projets visant à accélérer la mise au point de médicaments et de vaccins pour lutter contre les maladies hautement infectieuses.</p>	<p>Environ 300 projets de recherche coopérative ont été financés depuis juin 2002. Les États-Unis collaborent avec les centres pour promouvoir l'autonomie économique des instituts. Depuis 2003, ils ont aidé 87 instituts à s'autosuffire et se passer de l'aide financière de l'État par l'entremise des centres de sciences.</p> <p>Le programme de réorientation des biochimistes continue de privilégier l'élaboration de projets et d'activités de formation solides et ciblés pour assurer la durabilité à long terme des instituts prioritaires, surtout de ceux qui disposent déjà d'un financement solide, et d'aider les chercheurs et les instituts de l'ex-URSS à se passer de l'aide du gouvernement américain. Il se concentrera plus particulièrement sur le personnel sous-employé et insuffisamment occupé.</p> <p>Dans le cadre des efforts en vue d'une non-prolifération durable, cette initiative continue de se traduire par l'organisation et le financement d'ateliers, de possibilités de formation, l'octroi de subventions de recherche et le renforcement des capacités, et cela, conformément à son mandat.</p>	273 299 \$	233 283 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
	Le programme de prévention de la contrebande de matières nucléaires remédie aux lacunes critiques dans les capacités des pays partenaires à lutter contre la contrebande de matières nucléaires et radioactives en appuyant des projets mis de l'avant dans le cadre de la Nuclear Smuggling Outreach Initiative (initiative de sensibilisation au trafic de matières nucléaires) des États-Unis et par l'intermédiaire d'autres initiatives. Le programme mobilise les pays qui semblent les plus importants dans la lutte contre la contrebande de matières nucléaires ou fortement radioactives.	Le programme permet d'assurer la sécurité des matières radioactives, d'améliorer la sécurité frontalière et de renforcer les lois contre la contrebande nucléaire, accroître la coopération en matière de criminalistique et élaborer et évaluer des plans d'intervention nationaux.	6 842 \$	6 842 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Régional (Russie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ukraine et Ouzbékistan)	<p>Fonds pour la non-prolifération et le désarmement : Établi en 1994, ce Fonds permet aux États-Unis d'intervenir rapidement à des possibilités, circonstances ou conditions imprévues ou particulièrement difficiles revêtant un degré élevé de priorité dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. La mission du Fonds comprend les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -- arrêter la prolifération d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et de leurs vecteurs, des matières radiologiques et autres matières dangereuses et/ou sensibles connexes; -- détruire ou neutraliser les armes de destruction massive (ADM) existantes, leurs vecteurs ainsi que les matières et infrastructures sensibles connexes; -- faciliter la détection et l'interdiction des ADM en assurant le suivi, le contrôle et la sécurisation des matières dangereuses, notamment les matières fissiles, les matières radiologiques, les agents pathogènes et les agents chimiques ou les précurseurs; -- limiter la propagation des armes classiques perfectionnées; -- soutenir et compléter les efforts diplomatiques déployés par les États-Unis pour promouvoir les activités bilatérales et multilatérales en matière de non-prolifération et de désarmement. 	<p>Depuis 2002, le Fonds a appuyé les projets suivants : établir une installation de formation à la sécurité à la frontière pour détecter les ADM; aider l'Organisation internationale de police criminelle à promouvoir des mesures pour restreindre les activités reliées aux armes biologiques partout dans le monde; acquérir, décontaminer et détruire l'équipement à double usage pour veiller à ce qu'il ne soit pas utilisé pour élaborer des armes biologiques; démanteler une ancienne installation de production d'armes biologiques; assurer la sécurité de la collecte d'agents pathogènes dangereux et établir les éléments clés d'un système national visant à assurer la sécurité à long terme de sources radioactives à haut risque; mener des activités en vue de fermer un réacteur nucléaire BN-350; réaménager et rénover pour un usage civil une installation de fabrication de vaccins; déployer de l'équipement de détection et de caractérisation radiologiques dans dix pays présentant des risques élevés de prolifération de matières radioactives; améliorer les systèmes de sécurité et de garanties nucléaires pour empêcher que de l'uranium très enrichi soit volé ou détourné; transformer des installations de production de produits biologiques animaux en des entités commerciales transparentes et pacifiques; exécuter au cas par cas des activités d'interdiction dans le cadre de l'Initiative de sécurité contre la prolifération et améliorer le système d'information de l'Arrangement de Wassenaar.</p>	144 080 \$	130 744 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US	Total des fonds versés (06-2002 – 09-2009) X 1000 \$US
Ex-URSS, régional	Commission de réglementation de l'énergie nucléaire : Soutien au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives parrainé par l'AIEA	Projet en cours visant à appuyer la réglementation en matière de sécurité dans les pays de l'ex-URSS afin de mettre en œuvre les principales dispositions du Code de conduite (y compris, par exemple, la création d'un registre national des sources radioactives).	12 270 \$	12 270 \$
Russie	Programme de surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité nucléaires : Mis en œuvre par la Commission de réglementation de l'énergie nucléaire des États-Unis.	Projet en cours visant à améliorer la surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité nucléaires des centrales nucléaires en activité dans la Fédération de Russie.	2 884 \$	3 964 \$
Ukraine	Programme de surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité nucléaires : Mis en œuvre par la Commission de réglementation de l'énergie nucléaire des États-Unis.	Projet en cours visant à améliorer la surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité nucléaires des centrales nucléaires en activité en Ukraine.	3 953 \$	5 979 \$
Autres pays de l'ex-URSS (Arménie, Géorgie, Kazakhstan)	Programme de surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité nucléaires : Mis en œuvre par la Commission de réglementation de l'énergie nucléaire des États-Unis.	<p>Arménie : Projet en cours visant à améliorer la surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité nucléaires de la centrale nucléaire arménienne.</p> <p>Géorgie : Projet terminé visant à améliorer la surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité des matières radioactives en République de Géorgie.</p> <p>Kazakhstan : Projet terminé visant à améliorer la surveillance réglementaire en matière de sûreté et de sécurité des matières radioactives et le déclassement des installations nucléaires au Kazakhstan.</p>	7 421 \$	8 049 \$
Ukraine	Contributions au Plan de mise en place du sarcophage de Tchernobyl : Par l'entremise de l'Agence américaine pour le développement international (USAID)	Depuis avril 2007, le gouvernement des États-Unis a versé 174 millions de dollars sur son engagement total de 203 millions de dollars pour le plan de mise en place du sarcophage de Tchernobyl.	135 082 \$	89 382 \$

PROGRAMMES DANS LES PAYS NE FAISANT PAS PARTIE DE L'EX-URSS (N'INCLUANT PAS LES ÉTATS-UNIS)

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 US\$
		GRAND TOTAL	1 713 313 \$
DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE L'ÉNERGIE			1 316 733 \$
Mondial (environ 90 pays)	Les initiatives de réduction de la menace mondiale visent à réduire le nombre et à protéger les matières nucléaires et radiologiques nucléaires dans des sites civils du monde entier.	Convertir les réacteurs de recherche à uranium hautement enrichi en réacteurs à uranium faiblement enrichi, se débarrasser des sources radioactives scellées en surplus ou superflues et des matières nucléaires vulnérables et protéger les édifices nucléaires et radiologiques.	210 680 \$
Mondial (environ 50 pays)	Protection des matières et coopération sur le plan international : programme Deuxième ligne de défense, département de l'Énergie : Évaluation des risques et de la vulnérabilité des installations nucléaires; installation d'équipement moderne pour remédier à la vulnérabilité; formation et équipement pour soutenir les améliorations apportées ainsi que l'installation d'équipement de détection des rayonnements pour détecter la contrebande de matières nucléaires ou radiologiques. Installation d'équipement de détection des rayonnements pour repérer la contrebande de matières nucléaires ou radiologiques et, les années précédentes, la modernisation de ProForce.		1 028 815 \$
Mondial (environ 70 pays)	Non-prolifération et sécurité internationale : Contrôle des exportations, réorientation des chercheurs, démantèlement d'ogives, soutien à l'infrastructure nucléaire.		68 038 \$
Europe centrale/de l'Est (Bulgarie, Lituanie, Roumanie)	Programme de coopération nucléaire international : Action concertée globale visant à améliorer la sécurité des centrales nucléaires en ex-URSS grâce à des projets conjoints.		9 200 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 US\$
DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE			103 185 \$
Europe centrale/de l'Est (Albanie, Bosnie-Herzégovie, Bulgarie, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie), Amérique du Sud, Asie	Programme international de lutte contre la prolifération : Créé par le Congrès en 1995, le programme international de lutte contre la prolifération a pour mandat de contrer la propagation des armes de destruction massive ainsi que ses matières et composants connexes au-delà des frontières et sur le territoire des États participants. Il s'agit d'un programme interagence qui comprend des instructeurs experts en la matière et du matériel didactique provenant du département de la Défense, du FBI et du département de la Sécurité intérieure.	Les projets comprennent de l'éducation et de la formation sur la lutte contre la prolifération des ADM offertes par le département de la Défense, le FBI et les équipes interagence du département de la Sécurité interne pour l'application de la loi et les autorités frontalières de l'Europe centrale/de l'Est, et une sensibilisation limitée en Amérique du Sud et en Asie. Depuis sa création en 1995, le programme a permis d'offrir une formation et une sensibilisation à plus de 10 000 agents frontaliers et douaniers ainsi que des agents de la paix sur la lutte contre la prolifération, la détection des ADM, les enquêtes et l'interdiction.	48 499 \$
Albanie	Programme de réduction concertée de la menace : Programme de destruction des armes chimiques		34 686 \$
Régional	Nouvelles initiatives : Identifier des secteurs potentiels de croissance pour la réduction concertée de la menace dans les pays de l'ex-URSS et les autres pays. Lancé de nouveaux projets de réduction concertée de la menace à la suite de la décision du secrétaire de la Défense et l'approbation du secrétaire d'État.	Deux études effectuées par l'Académie nationale des sciences à la demande du Congrès et élaboration de deux stratégies initiales de bioengagement pour le Pakistan et l'Afghanistan.	20 000 \$
DÉPARTEMENT D'ÉTAT ET AUTRES AGENCES AMÉRICAINES			293 395 \$
Amérique latine et Amérique latine (Mexique, Panama, Argentine, Brésil, Chili)	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Offrir une aide bilatérale et régionale afin de permettre aux pays partenaires de développer des systèmes de contrôle du commerce stratégique conformes aux normes internationales.	8 278 \$
Asie du Sud (Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Afghanistan)	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Offrir une aide bilatérale et régionale afin de permettre aux pays partenaires de développer des systèmes de contrôle du commerce stratégique conformes aux normes internationales.	13 554 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 US\$
Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour, Vietnam)	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Offrir une aide bilatérale et régionale afin de permettre aux pays partenaires de développer des systèmes de contrôle du commerce stratégique conformes aux normes internationales.	14 001 \$
Moyen-Orient (Jordanie, Oman, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Yémen)	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Offrir une aide bilatérale et régionale afin de permettre aux pays partenaires de développer des systèmes de contrôle du commerce stratégique conformes aux normes internationales.	12 745 \$
Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte)	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Offrir une aide bilatérale et régionale afin de permettre aux pays partenaires de développer des systèmes de contrôle du commerce stratégique conformes aux normes internationales.	4 984 \$
Afrique subsaharienne (Kenya)	Contrôle des exportations et aide connexe en matière de sécurité à la frontière	Offrir une aide bilatérale et régionale afin de permettre aux pays partenaires de développer des systèmes de contrôle du commerce stratégique conformes aux normes internationales.	1 608 \$
Pays ne faisant pas partie de l'ex-URSS	Fonds pour la non-prolifération et le désarmement : Établi en 1994, ce Fonds permet aux États-Unis d'intervenir rapidement lorsque surviennent des possibilités, circonstances ou conditions imprévues ou particulièrement difficiles revêtant un degré élevé de priorité dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.		130 300 \$
Pologne, Djibouti, Croatie	Initiative de sécurité contre la prolifération — Fonds pour la non-prolifération et le désarmement et Compte pour la non-prolifération, la lutte contre le terrorisme, le déminage et les programmes connexes : Divers exercices d'interdiction terrestre et maritime.	Terminé	35 \$
Indonésie, Thaïlande, Malaisie	Fonds pour la non-prolifération et le désarmement : Aide sur les plans juridiques et réglementaires pour la biosécurité	Terminé	993 \$
Iraq	Projet de démantèlement et d'élimination d'installation nucléaire : Formation et matériel pour aider l'Iraq à prendre les dispositions nécessaires pour démanteler et éliminer leurs anciennes installations nucléaires.		2 250 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 US\$
Monde entier. Pays ne faisant pas partie de l'URSS	Engagement en matière de sécurité biologique : Prestation d'une aide technique et financière afin d'aider à améliorer la biosûreté et la biosécurité en laboratoire dans les régions à risques élevés en rendant plus sécuritaires les laboratoires de biologie, en offrant de la formation sur les pratiques exemplaires et favorisant le renforcement des capacités ainsi que la collaboration en matière de recherche et développement.	L'engagement en matière de sécurité biologique a permis de faire face aux risques en matière de biosécurité mondiale allant du bioterrorisme et des maladies infectieuses à l'aide technique, la formation et les ateliers afin de renforcer les capacités en matière de biosûreté et de biosécurité et mettre en place des pratiques sécuritaires et durables dans les laboratoires qui sont conformes aux normes internationales afin d'assurer une biosécurité globale.	70 200 \$
Monde entier. Pays ne faisant pas partie de l'URSS	Engagement relatif à la sécurité chimique : Prestation d'une aide technique et financière afin d'améliorer les pratiques exemplaires en matière de sécurité chimique en laboratoire et en milieu industriel.	Cette initiative a permis d'offrir de la formation, des subventions pour les déplacements et de l'aide technique et s'assurer de la coopération des chercheurs et des ingénieurs en chimie des milieux universitaires et industriels pour améliorer les pratiques exemplaires en matière de sécurité chimique et la sensibilisation à la menace.	7 200 \$
Monde entier	Partenariat pour la sécurité nucléaire : Prestation d'aide technique et financière afin d'engager les chercheurs, les ingénieurs et les techniciens du domaine nucléaire et d'améliorer les pratiques exemplaires en matière de sécurité nucléaire.	Le partenariat a permis de fournir des subventions pour les déplacements et de l'aide technique afin de mobiliser les chercheurs et les ingénieurs en vue d'améliorer les pratiques exemplaires en matière de sécurité nucléaire et la sensibilisation à la menace.	2 100 \$
Iraq et Libye	Participation et réorientation du personnel d'ADM : Le programme de mobilisation des chercheurs iraqiens sollicite la participation de personnel en ADM dans des activités civiles, en mettant l'accent sur les efforts de reconstruction en Iraq. Le programme de mobilisation des chercheurs libyens répond à la demande du gouvernement de la Libye, parallèlement à sa décision de démanteler ses programmes d'ADM, visant à obtenir de l'aide afin de réorienter ses anciens chercheurs en ADM vers des carrières dans le monde civil, ce qui pourrait contribuer à améliorer le développement économique de la Libye.	Les programmes de mobilisation de l'Iraq et de la Libye ont permis de fournir de la formation, des subventions pour les déplacements ainsi que pour la recherche et le développement et une expertise technique afin de fournir un emploi et de réorienter les chercheurs, les techniciens et les ingénieurs vers des activités civiles pacifiques.	21 000 \$

Pays bénéficiaire	Description du projet	État du projet : étapes, commentaires sur la mise en œuvre	Total des fonds engagés (06-2002 – 09-2009) X 1000 US\$
Afghanistan, Pakistan, République démocratique du Congo (RDC)	Le programme de prévention de la contrebande de matières nucléaires remédie aux lacunes critiques dans les capacités des pays partenaires à lutter contre la contrebande de matières nucléaires et radioactives.	Le programme se veut une collaboration avec l'Afghanistan, le Pakistan, la RDC en vue d'améliorer la lutte contre la contrebande de matières nucléaires et de renforcer les capacités d'analyse nucléo-légale en fournissant du financement aux personnes qui souhaitent participer au groupe de travail technique international en matière de contrebande des matières nucléaires.	72 \$
Amérique latine, régional	Commission de réglementation nucléaire : Soutien au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives parrainé par l'AIEA.	Projet en cours visant à appuyer la réglementation en matière de sécurité dans les pays de l'ex-URSS afin de mettre en œuvre les principales dispositions du Code de conduite (y compris, par exemple, la création d'un registre national des sources radioactives).	875 \$
Monde entier	Le Bureau national de la détection nucléaire fait des échanges techniques avec des États partenaires pour renforcer les efforts visant à élaborer des concepts pour la mise en œuvre de systèmes nationaux de détection de matières nucléaires et radiologiques. Cela comprend des échanges techniques sur l'expertise juridique liée au nucléaire et la mise à l'essai/caractérisation conjointe des systèmes de détection nucléaires (Bureau national de la détection nucléaire/département de la Sécurité interne.)		3 200 \$

Russie	Projets en cours	Le Canada a versé 32 millions \$CAN au PEDS-BERD au cours l'exercice 2003-2004 pour remédier au passé nucléaire dans le Nord-Ouest de la Russie.
--------	------------------	--